

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

.....

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

.....

Département : ECONOMIE

.....

Option : Développement

Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de maîtrise en Es sciences économiques

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LE SECTEUR MINIER

Impétrante : ANDRIANJAFIMANANA Hanitriniaina Aimée

Encadreur : Madame RAJAOSON Lalao

Session du 12 Mars 2010

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

.....

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

.....

Département : ECONOMIE

.....

Option : Développement

Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de maîtrise en Es sciences économiques

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LE SECTEUR MINIER

Impétrante : ANDRIANJAFIMANANA Hanitriniaina Aimée

Encadreur : Madame RAJAOSON Lalao

Session du 12 Mars 2010

REMERCIEMENTS

Avant toute chose, je tiens à remercier Dieu tout puissant de m'avoir donné la force de mener à bien ce mémoire de fin d'étude, ma famille pour leurs encouragements.

Je tiens également à remercier les personnes suivantes :

- Monsieur le président de l'Université,
- Monsieur le Doyen de la faculté DEGS, Monsieur RANOVONA Andriamaro,
- Monsieur RAVELOMANANA Mamy, chef de département économie,
- Tous les responsables de bureau dans le département économie.

J'aurais eu beaucoup de peine à rédiger ce travail sans l'aide de mon encadreur, Madame RAJAOSON Lalao, qui n'a compté ni son temps, ni sa peine afin de mettre en œuvre ce mémoire.

Et enfin, je voudrais témoigner ma gratitude à tous ou toutes ceux ou celles qui ont contribué de près ou de loin à l'accomplissement de cette étude.

ABBREVIATIONS

- AMSA : Ambatovy Minerals Société Anonyme
- BCMM : Bureau du Cadastre Minier de Madagascar
- CEI : Communautés d’Etats Indépendants
- CGIM : Commission des Grands Investissements Miniers
- CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce....
- DMSA : Dynatec Madagascar Société Anonyme
- EDBM : Economic Development Board of Madagascar
- FMI : Fonds Monétaire International
- IDE : Investissement Direct Etranger
- IP : Investissement de portefeuille
- ITIE : Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
- LGIM : Loi sur les Grands Investissements Miniers
- MW : Méga Watt
- OMNIS : Offices des Mines Nationales et des Industries Stratégiques
- PAS : Programmes d’Ajustement Structurel
- PED : Pays en voie de développement
- PMA : Pays Moins Avancés
- QMM : Qit Mineral Madagascar
- RISDP : Regional Indicative Strategic Plan (plan stratégique pour le développement régional)
- STN : Société Transnationale
- TIC : Technologie de l’Information et de la Communication

Sommaire

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET L'INVESTISSEMENT MINIER

INTRODUCTION

PARTIE I : TENDANCE DES IDE DANS LES PED

CHAPITRE I : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LES PED

Section 1 : Généralités sur les IDE

A – Quelques notions se rapportant aux IDE

Section 2 : Limitations des IDE dans les PED

A – Restrictions faites à l'encontre des IDE

B – Motifs invoqués pour justifier ces restrictions

Section 3 : Historique et évolution des IDE

A – Historique des IDE

B – Evolution des IDE par secteur dans les PED

CHAPITRE II : LA PREPONDERANCE DES IDE DANS LE SECTEUR MINIER

Section 1 : L'importance accordée par les IDE au secteur minier

Section 2 : Les impacts des investissements miniers dans les PED

A – Les impacts positifs des investissements miniers

B - Les impacts négatifs des investissements miniers

Section 3 : Les enjeux majeurs des IDE dans le secteur minier

A – Les réactions des communautés locales face aux investissements miniers.

B – A qui profitent les investissements miniers ?

C – De nouvelles initiatives s'imposent aux compagnies minières.

PARTIE II: LE CAS DE MADAGASCAR EN TERMES D'IDE

CHAPITRE I : TENDANCE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS A MADAGASCAR.

Section 1 : Politiques adoptées par Madagascar pour attirer les IDE

A – A travers la politique économique malgache

B – A travers l'intégration régionale

Section 2 : Evolution des IDE à Madagascar

A – Les IDE de 2002 à 2004

B – La répartition des IDE suivant leur pays d'origine

C – Analyse des IDE par branche d'activité et les principales branches d'activité

CHAPITRE II : L'ESSOR DES INVESTISSEMENTS MINIERES A MADAGASCAR

Section 1 : La stratégie de développement minier à Madagascar

A – Le code minier

B – La loi et les textes sur les Grands Investissements Miniers

C – Qui sont les grands investisseurs miniers ?

Section 2 : les impacts des investissements miniers

A – Les impacts positifs

B – Les impacts négatifs des deux projets miniers

Section 3 : Pour tirer profit des investissements miniers, que faire ?

CONCLUSION

INTRODUCTION

Comme tous les pays en voie de développement, Madagascar se heurte à l'insuffisance d'investissements aussi bien nationaux qu'étrangers pour assurer une croissance soutenue de moyen et long terme. Ce problème d'investissement est surtout lié à un manque de revenu pour pouvoir constituer l'épargne. En effet, tous les revenus dans les pays en développement et à Madagascar sont directement alloués à la consommation pour assurer la subsistance cela est dû à un revenu très bas de la population, dont la majorité vit dans la pauvreté.

Dans les années 70, la politique d'autarcie adoptée ainsi que la stratégie de l'industrialisation par Substitution d'Importation n'ont pas contribué au développement économique des pays. Confronté au manque de capitaux pour stimuler son investissement, Madagascar a décidé de libéraliser son économie, dans le contexte des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS), en maximisant le développement du secteur privé surtout en incitant les investissements étrangers.

Depuis les années 90, des politiques d'ouverture de l'économie ont été adoptées notamment la libéralisation du commerce extérieur et des mesures incitatives en faveur des investissements étrangers. C'est pourquoi, Madagascar a vu un accroissement important de ces Investissements Directs Etrangers (IDE) d'abord dans les secteurs textiles et industriels où une forte intensité de main d'œuvre s'est engagée.

D'après Simon KUZNETS, le sous-développement devrait être le symptôme d'une sous-utilisation des ressources naturelles¹. Par ailleurs, la Banque Mondiale a identifié le secteur minier comme un vecteur de développement et générateur des devises. Cet intérêt particulier accordé par la Banque Mondiale au secteur minier nous a conduit à étudier les « IDE et le Secteur Minier » en raison des ressources importantes dont Madagascar regorge dans ce domaine et en raison de l'affluence des IDE dans le pays.

Ainsi la promotion des investissements miniers est devenue une stratégie de développement telle qu'elle est inscrite dans le projet de réforme du secteur minier. Le développement du secteur s'est traduit depuis les cinq dernières années par une performance

¹ S.KUZNETS, croissance et structures économiques, Paris, Calmann Lévy, 1972

exceptionnelle des IDE miniers, à imputer presque exclusivement aux deux grands projets miniers : Ambatovy et Qit Mineral Madagascar (QMM)

L'impact des IDE dans le secteur minier s'est déjà fait sentir sur la croissance économique en 2008, mais une analyse des retombées de tels investissements ne peut se limiter à l'étude d'un agrégat économique. En effet, Madagascar est un pays sous-développé et en tant que tel, il porte le « joug » des caractéristiques du sous-développement à savoir une éducation faible, un taux de mortalité élevée,....

Ainsi, il convient d'analyser sous différents aspects les apports du secteur minier à Madagascar pour bien ressentir les effets de l'investissement minier aussi bien sur le plan national que sur le plan local c'est-à-dire sur le lieu d'implantation des sites. Ce travail se propose donc d'étudier dans quelles mesures les investissements directs Etrangers miniers contribuent-ils au développement économique du pays, quelles sont les stratégies à adopter pour bien tirer profit des grands investissements miniers qui existent à Madagascar.

Pour répondre à cette question, il convient dans un premier temps, d'explorer les IDE dans les pays en développement, une analyse des IDE à Madagascar fera l'objet de la deuxième celle-ci débouchera sur une analyse en vue de maximiser les impacts positifs des IDE miniers.

Il est à noter durant cette étude que même si les données quantitatives seront présentées tout au long, l'approche qualitative sera privilégiée étant donné que le travail porte sur divers aspects du développement économique et social. Pour la réalisation de la présente étude, plusieurs approches méthodologiques ont été adoptées à savoir la documentation principale des ouvrages concernant des théories sur les sujets en question : ouvrages généraux, ouvrages spécialisés

PARTIE I : TENDANCE DES IDE DANS LES PED

Dans cette partie I, portant sur les tendances des IDE dans les PED, nous tâcherons de montrer dans un premier temps l'importance des IDE dans les PED et il sera question ensuite de la prépondérance des IDE qui s'orientent beaucoup plus dans le secteur minier. La tendance des IDE nous permettra d'avoir une vue d'ensemble des IDE dans les PED et d'analyser les risques possibles d'un investissement étrangers dans les PED.

CHAPITRE I : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LES PED

Ce chapitre va être axé sur les investissements directs étrangers dans les PED. En premier lieu, on va voir les généralités des IDE et en second lieu montrer l'historique et les origines des IDE dans les PED. Ce chapitre va aider à comprendre les IDE et à connaître les pays qui font ces IDE.

Section 1 : Généralités sur les IDE

Cette section sera axée sur les notions des IDE mais aussi sur leurs enjeux des IDE, cela va permettre non seulement à ne plus confondre les investissements directs étrangers avec les autres termes mais aussi à analyser les effets de ces IDE pour les pays en développement.

A – Quelques notions se rapportant aux IDE

Pour mieux saisir les enjeux des IDE, il convient au préalable de définir les termes qui leur sont liés.

I - Définition des IDE

On peut dire que les investissements étrangers sont d'énormes sources d'investissement pour les pays en développement parce que les pays en développement sont des pays à besoin de financement, compte tenu des ressources limitées. En d'autres termes, le revenu est vraiment insuffisant pour générer des épargnes suffisantes destinées aux investissements pour atteindre une croissance économique indispensable au développement des pays d'où le recours aux investissements étrangers. Ces investissements étrangers peuvent revêtir deux formes :

- L'investisseur peut s'intéresser à la gestion d'une entreprise dans quel cas il s'agit d'un investissement direct étranger ou,
- Il peut se contenter de faire une participation que l'on peut appeler « investissement de portefeuille » (IP) qui n'est pas à confondre avec les IDE. En effet, les IP sont des Investissement réalisés par des entités non résidentes mais dont les parts n'excèdent pas de 10% des capitaux propres. Les IP sont des titres de participation, des titres d'emprunts sous forme d'obligation, des instruments du marché monétaire.

On entend par IDE les investissements réalisés par une entité résidente d'une économie (investisseur résidant) dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). C'est une opération par laquelle un agent acquiert des actions ou des parts de propriété dans une entreprise d'un autre pays afin d'exercer une influence sur sa gestion.

Par ailleurs, les IDE sont les moyens d'internationalisation des firmes c'est-à-dire permettent aux firmes d'obtenir de nouveaux marchés. Afin d'obtenir un intérêt durable et une capacité d'exercer une influence dans la gestion d'une entreprise, les investisseurs doivent faire des achats de titres d'entreprises et doit avoir un droit de vote dans l'entreprise.

Les IDE peuvent prendre différentes formes par exemple : il prendra la forme d'une création d'entreprise c'est-à-dire que les investisseurs créent immédiatement une entreprise dans le lieu où ils font leur investissement, les investissements directs étrangers prendra aussi la forme d'un rachat d'une entreprise existante ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise cela veut dire que les parts des actions sont composées des parts des investisseurs directs étrangers et des parts des investisseurs nationaux

Mais ces différentes formes doivent conduire à l'obtention d'un pouvoir effectif dans la gestion de l'entreprise. D'après la définition du Fonds Monétaire International (FMI), les IDE connaissent quatre formes à savoir :

- La création d'une entreprise ou d'un établissement à l'étranger ;
- L'acquisition d'au moins 10% du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ;
- Le réinvestissement des bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ;

- Les opérations entre maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, de prêts, avances de fonds,...).

Il convient aussi de faire une distinction entre flux et stock d'IDE : le stock est le montant des faits (opérations) à une date « T » donnée (exemple stock en 2009), par contre, les flux concernent les modifications de la valeur des investissements durant une période donnée (par exemple les flux de 2000 à 2009).

II - Enjeux des IDE

Les firmes font des IDE pour internationaliser leur processus de production c'est par l'IDE que se réalise donc la mondialisation productive c'est-à-dire que la production d'un produit demandé par un pays est fabriqué à l'intérieur d'un autre pays. Une entreprise décide d'investir dans un pays pour diverses raisons à savoir : la recherche d'une fiscalité avantageuse, la qualité des infrastructures, la recherche d'une main d'œuvre à un coût bas.

Ce sont les principales raisons qu'incitent les entreprises à investir dans un pays donné, on peut cependant ajouter qu'une entreprise opte à investir dans un pays plutôt qu'un autre pour détourner les droits de douane ou pour économiser les coûts de transport. Cela veut dire que si un pays A veut conquérir un marché dans le pays B alors que B met des droits de douane à l'encontre de A, alors l'entreprise qui produit dans A a intérêt à s'implanter dans B pour obtenir un peu plus de profit.

Les IDE apportent aussi bien des effets, que ce soit positif ou négatif, aussi bien pour les pays d'accueil que pour les pays d'origines :

a-Pour les pays d'accueil

Les IDE influent sur les capacités de production d'une entreprise, en effet, les IDE permettent le transfert de compétences aux entreprises locales et l'introduction de technique modernes de production et de gestion. L'augmentation de l'IDE dans les économies en développement et émergentes incite à penser qu'il peut contribuer à leur développement dans la mesure où elles peuvent en retirer d'importants avantages telles que la création d'emplois de qualité offrant de meilleures rémunérations ou de meilleures conditions de travail. Cette meilleure rémunération est faite pour inciter la main d'œuvre à venir directement dans l'entreprise dans l'espoir d'augmenter le profit. En effet, si les travailleurs ne sont pas attirés par l'entreprise d'investissement direct, ils pourront aller vers une entreprise.

Il est à noter cependant que l'impact des IDE varie selon les pays :

- pour les pays industriels, l'IDE permet de relancer l'activité d'une région industrielle en déclin c'est-à-dire une région qui subit une migration de la population et même des salariés de l'entreprise industrielle se situant dans la région.
- pour les PED, les IDE aident à faire face à la mondialisation, en effet la mondialisation étant un phénomène inévitable, les PED doivent trouver un meilleur moyen pour faire face à la concurrence engendrée par cette mondialisation.

Les IDE permettent aussi de stimuler l'exportation. Les IDE sont, pour les pays d'accueil une occasion de bénéficier un transfert de technologie en effet, les étrangers amènent avec eux des nouveaux procédés de production, des méthodes d'organisation performantes et des savoir faire qui pourront, sous l'effet d'imitation, se propager dans tous l'ensemble pays et dans tous les secteurs d'activité.

L'économie hôte profite de l'activité économique générée par les IDE puisque en effet, les IDE engendrent des recettes fiscales. En outre, l'entrée des entreprises étrangères dans un pays peut améliorer les compétitivités des entreprises locales à cause de la concurrence, les entreprises locales doivent faire face à cette concurrence les amenant à utiliser les nouvelles technologies, on peut dire alors que la concurrence accrue qui résulte de l'IDE sur le marché des produits peut être une incitation supplémentaire pour les entreprises locales à devenir plus efficaces.

Les entreprises étrangères peuvent aussi atténuer les pouvoirs des monopoles car en produisant le même produit, les IDE peuvent amener les monopoles à restreindre ses prix. On peut dire que les IDE aident les consommateurs à satisfaire leur besoin car un IDE peut créer d'autre produit que les consommateurs ne connaissaient pas avant leur arrivée. Cela étant, l'IDE n'a pas forcément que de retombées positives sur la performance des entreprises locales. En effet, dans certaines conditions, la concurrence étrangère peut conduire à l'éviction des entreprises locales, en les empêchant de mener leurs activités à une échelle efficace sur le plan économique car les entreprises dans les PED n'ont pas la technologie nécessaire pour faire face à la concurrence internationale. De plus, certaines entreprises locales dans les PED ont été toujours protégées par l'Etat depuis l'indépendance car elles étaient les seules à produire un produit nécessaire aux besoins de la population.

b-Pour les pays d'origine

On a déjà vu les raisons qui poussent les investisseurs à investir dans un pays, les effets des IDE sont positifs pour les investisseurs, mais, pour le pays, la délocalisation d'une entreprise entraîne une suppression d'emploi car l'entreprise aurait du être placée dans le pays pour créer des emplois au lieu de cela, ce sont les autres pays qui profitent de cette création d'emploi.

Quoique, à long terme, les IDE peuvent recevoir des exportations venant des pays d'accueil. Exportations qui pourront satisfaire les besoins du pays s'il y a défaillances dans leur marché. Suite à la propagation de l'utilisation des technologies dans les pays d'accueil, la demande en technologie envers les pays d'origines peuvent augmenter.

Section 2 : Limitations des IDE dans les PED

Les PED sont confrontés aux restrictions des IDE aussi importe t-il de savoir en quoi consiste ce problème et quels sont les motifs évoqués à ce propos.

A – Restrictions faites à l'encontre des IDE

Les barrières de l'investissement direct étranger ont été dressées. Celles-ci ayant pour but de limiter la proportion du capital que pouvait détenir les investisseurs directs étrangers mais aussi elles ont pour but de limiter les investisseurs à investir dans certaines activités puisque ces activités étant des sources de revenu au niveau national. En effet, les années 90 ont vu une forte augmentation du nombre des traités bilatéraux de protection de l'investissement.

Outre ces restrictions, les PED ont aussi mis des restrictions sur les droits de propriété des étrangers concernant les entreprises où ils investissent. Ces restrictions ont fait le mécontentement des investisseurs et ont eu des impacts sur les IDE. En diminuant ou en restreignant les parts des IDE dans les entreprises, les investisseurs ont réduit leur intérêt au bon fonctionnement de ces entreprises car ils ne pourront faire fonctionner une entreprise qui ne leur appartient pas dans la majorité.

D'autres mesures ont été prises pour contrôler l'entrée des IDE à savoir : la nécessité d'obtenir une autorisation des autorités, un régime fiscal lourd, les limites fixées aux prises

de participation du capital par l'entreprise étrangère. Nous allons énumérer en détail ces principales interdictions faites par les PED.

- Interdiction catégorique d'investir

Nombreux sont les pays à limiter les investissements étrangers dans certaines activités économiques. Les activités que peuvent exploiter ou non les entreprises étrangères étaient représentées par des listes positives ou négatives. Dans la liste négative sont énumérées les activités qui étaient interdites, tandis que les activités que peuvent faire les investisseurs étrangers sont énumérées dans les listes positives. Il est à noter que les pays ont opté pour les listes négatives que positives car les activités qui pouvaient être exploitées sont plus nombreuses que les activités non autorisées.

- Autorisation officielle

Même si les investissements étaient acceptés du fait que les activités que les investisseurs exercent sont permises, une autre barrière se dressait contre ces investisseurs. En effet, pour pouvoir exploiter, les investisseurs devaient avoir une autorisation officielle de part des autorités des pays.

- Imprécision des critères

Les autorisations sont accordées selon les critères et objectifs clairs par exemple : la branche d'activité, les secteurs, l'ampleur de l'investissement, l'emploi et le site considéré. Il pouvait quand même arriver que les investissements n'étaient acceptés sous prétexte que ces investissements pouvaient perturber l'économie du pays et son marché. Par exemple au niveau des secteurs, le transport aérien, les télécommunications sur ligne fixe et les activités bancaires en particulier sont des secteurs dans lesquels de nombreux pays maintiennent d'importantes barrières à l'IDE car ils constituent d'important source de revenu ou car ils sont détenus par le secteur public.

- Fiscalité et incitations

Les impôts et les recettes douanières étaient trop lourds pour que les investisseurs trouvent des profits et des bénéfices ce qui a entraîné une réticence des investisseurs qui ont arrêté d'investir dans certains pays où les droits de douanes étaient exorbitant. En effet, les investissements sont faits dans le but d'exporter les biens produits pour les vendre dans le

pays d'origine de l'IDE à cause du coût de production très élevé de ces biens. S'il y a beaucoup de taxe douanière, les entreprises d'investissements directs préféreront choisir un autre pays pour sa production car cela augmenterait le coût de transport qui entrerait directement dans le coût de production. De plus avec un coût de transport élevé, le profit des investisseurs tend à diminuer.

- Plafonnement des participations au capital.

Les dispositions spécifiant que les nationaux ou les résidents doivent être majoritaires au conseil d'administration. La plupart des PED interdisait la détention de la totalité des capitaux d'une entreprise. En effet, nombreux sont les PED qui ont été colonisés, en craignant de connaître une « recolonisation », certains PED ont jugé bon de limiter la part des capitaux pour les investisseurs directs étrangers.

B – Motifs invoqués pour justifier ces restrictions

Les principaux motifs que les PED ont évité les IDE sont : la peur que ces IDE prennent contrôle des entreprises auxquelles ils investissent, le désir de renforcer les entreprises locales mais aussi les difficultés qui peuvent se poser lors de la répartition des bénéfices. Nous allons étudier ces raisons en détail.

- Risque de contrôle étranger.

Lorsqu'il y a investissements directs étrangers dans une entreprise donnée, cela veut dire qu'il existe une relation entre les capitaux des investisseurs étrangers et ceux des détenteurs de capitaux nationaux. Les PED, en cette époque, venaient d'obtenir leur dépendance vis-à-vis des puissances coloniales et les gouvernements craignaient que l'objectif ultime de ces sociétés ne les amène à nuire aux intérêts des investisseurs locaux. Par exemple si une entreprise d'investissement direct ne faisait pas assez de bénéfice (comme il le voulait au départ) dans le pays, il pouvait facilement fermer l'entreprise au détriment des intérêts des investisseurs locaux.

- Création d'entraves à l'activité des entreprises locales.

L'influence des investisseurs étrangers a été limitée afin de protéger les industries naissantes. En effet, des protections commerciales ont été adoptées pour protéger ces industries locales car il y avait une crainte comme quoi les investissements étrangers

pouvaient accaparer toutes les parts de marchés domestiques qui pouvait empêcher l'essor des entrepreneurs locaux.

C'est aussi pour cette raison que les PED n'ont pas laissé les investisseurs directs étrangers à détenir la totalité des parts des actions dans l'entreprise dans d'autres branches d'activités. Le principal objectif des gouvernements étaient que les entreprises locales puissent tirer profit des technologies apportées par les IDE.

- Autres motifs.

Le droit des étrangers sur la propriété ont été limités pour que les entreprises puissent partager les bénéfices avec les actionnaires locaux. Ce partage des bénéfices a permis à l'économie du pays de recevoir une rente économique pour l'exploitation des ressources naturelles.

Section 3 : Historique et évolution des IDE

Cette section va traiter de l'historique des IDE, de leur évolution par secteur dans les pays en développement. Cette section montrera l'évolution des IDE à travers le temps, il montrera ensuite l'orientation de ces activités dans le secteur.

A – Historique des IDE

En 1914², le stock des IDE dans le monde atteignait le 15 milliards de dollars³, soit un tiers des volumes totaux des investissements, les grands investisseurs étaient le Royaume – Uni, les Etats-Unis et l'Allemagne. Les Etats-Unis étaient en même temps la principale destination des IDE et l'un des grands investisseurs directs.

En 1938⁴, le stock mondial des IDE s'était élevé à 66 milliards de dollars⁵ soit un triplement des IDE par rapport à 1914. Les britanniques étaient toujours les plus gros investisseurs. Plus de la moitié des IDE se faisaient dans les PED notamment dans l'Amérique latine et l'Asie et ces IDE se faisaient surtout dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des infrastructures. Après la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis étaient devenus les principales sources d'IDE et se sont particulièrement intéressés au secteur manufacturier.

² Banque mondiale, septembre 1997

³ Banque mondiale, septembre 1997

Dans les années 50 et 60 par contre, la plupart des PED ont préféré privilégier la croissance de leur industries locales et en aidant ces industries à assurer la croissance de ces pays. En effet, ils ont encouragé leur production pour les orienter vers l'intérieur au détriment des exportations. Par ailleurs, les pays en développement ont limité les importations en décourageant les consommateurs en mettant des barrières fiscales. En plus de cela, ils ont réglementé leurs entreprises privées dans certaines activités.

Toutes ces mesures ont été prises car les pouvoirs publics craignaient que les IDE n'aient des effets négatifs, notamment en créant des dépendances économiques qui aboutiraient à l'affaiblissement des entreprises intérieures. Ces mesures avaient en effet découragé les investisseurs directs étrangers, les entreprises étrangères ont préféré s'implanter dans les autres pays qui n'appliquaient pas ces mesures. Par ailleurs, les IDE avaient visé essentiellement les activités de production de substituts d'importation les investisseurs s'étaient intéressés au pays qui ont un vaste marché intérieur c'était le cas du Brésil et du Mexique. En effet, ces pays avaient une demande intérieure très élevée qu'ils ne pouvaient satisfaire.

La production des textiles s'était déplacée dans les PED, en revanche les investissements dans les infrastructures ont diminué car les Etats dans les PED ont repris le contrôle sur la création de ces infrastructures. Durant les années 70⁶, où on pouvait observer la hausse des prix de produits de base, les investissements dans les industries extractives ont été stimulés par le niveau élevé de leur prix. Les pays comme le Congo, l'Equateur l'Indonésie ont pu bénéficier d'une augmentation de leur IDE. Les excédents que les pays exportateurs de produit de base ont nécessité de nouvelles places pour leur placement ces ressources ont été réinjectées dans les banques commerciales dans les PED ce qui a eu pour conséquence la désutilisation des fonds en provenances des étrangers.

En effet, les entreprises locales pouvaient faire des emprunts pour pouvoir financer leurs activités. Aussi les pays n'ont plus fait d'effort pour attirer les IDE en imposant de la restriction. Face à ces mesures, les investisseurs ont réagi en diminuant le volume de leur

⁴ Banque mondiale, septembre 1997

⁵ Banque mondiale, septembre 1997

⁶ Banque mondiale, septembre 1997

investissements dans ces pays, c'était ce qui se passait en Colombie, au Kenya et au Pakistan⁷.

Dans les années 70 et 80⁸, il y a eu stagnation des IDE. Les politiques économiques autocentrées appliquées par les PED se sont soldées par des investissements peu productifs. Par ailleurs ces pays ne faisaient que peu d'exportation ce qui a entraîné des déficits de balances de paiement.

Confrontés à leur déficit, les pays se sont lancés dans un Programme d'Ajustement Structurel pour redonner une place importante au secteur privé mais aussi au commerce international. Ces pays ont non seulement libéralisé leur économie mais aussi ils ont baissé leur droit de douane et ont assoupli les restrictions concernant le commerce international.

Du fait de ces mesures, les IDE dans les PED ont commencé à augmenter dans la deuxième moitié des années 80⁹ et les entreprises à vocation exportatrice qui ont le plus développé pour pouvoir équilibrer la balance commerciale. En outre, les secteurs ont montré leur efficacité par rapport aux entreprises publiques, les pouvoirs publics ont donc décidé d'élargir certain domaine pour les secteurs publics d'où la privatisation. Ce processus de privatisation a attiré les investisseurs étrangers dans certains pays comme l'Argentine, le Chili et la Colombie. Les pays en développement continuaient à alléger les restrictions pour laisser entrer les IDE et ils poursuivaient la libéralisation en matière de commerce internationale comme les intégrations régionales.

Les IDE viennent principalement des pays industriels ou pays de l'OCDE. Les principaux investisseurs étaient les Etats-Unis, le Royaume uni, les Pays Bas, l'Allemagne, la France et le Japon. En Asie par contre, les principaux investisseurs étaient, hormis le Japon, la Corée du sud, la Chine, le Singapour et la Thaïlande. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont restés les deux principales sources d'investissement direct étranger dans les pays en développement jusqu'aux années 1970 mais l'Allemagne et le Japon y contribue beaucoup.

Presque la moitié des IDE s'effectuaient dans les pays développés dans les années 2003 et 2005¹⁰. Par contre ce sont les pays en développement qui sont surtout les bénéficiaires de ces IDE. Aujourd'hui les entreprises des PED comptent parmi les investisseurs directs étrangers.

⁷ Banque mondiale

⁸ Banque mondiale

⁹ Banque Mondiale, 2007

Les politiques économiques ont créés un climat favorable à ses investisseurs. La contribution des PED dans les IDE n'a cessé d'augmenter. L'Asie de l'Est est originaire à 90% des IDE¹¹.

Dans l'expansion généralisée de l'investissement étranger direct dans le monde, un certain nombre de faits nouveaux traduisent un changement marqué de l'aspect de l'IDE. L'un des plus notables est l'apparition des Sociétés transnationales (STN) des pays en développement en tant qu'investisseurs importants. Ce phénomène révèle une évolution de l'économie internationale, particulièrement depuis que les pays en développement ont commencé à prendre une part croissante dans la production, le commerce et l'investissement mondiaux.

Les liens régionaux influent sur les IDE des pays développés par exemple l'Union Européenne est la source principale des IDE dans l'Europe de l'Est, les Etats-Unis ont effectué la majeure partie de ces investissements directs étrangers en Amérique Latine.

Les tableaux suivants montrent l'évolution des IDE dans le monde et mettent en exergue les flux entrants des IDE ainsi que les flux sortants.

Tableau n°1 : Flux sortants des IDE dans le monde (en %)

Région	1978-1980	1988-1990	1998-2000	2003-2005
Economies développées	97	93.1	90.4	85.8
Union européenne	44.8	50.6	64.4	54.6
Japon	4.9	19.7	2.6	4.9
Etats-Unis	39.7	13.6	15.9	15.7
Economies en développement	3	6.9	9.4	12.3
Afrique	1	0.4	0.2	0.2
Amérique latine et les caraïbes	1.1	1	4.1	3.5
Asie et Océanie	0.9	5.6	5.1	8.6
Asie de l'Ouest	0.3	0.5	0.1	1
Asie de l'Est, du sud et du Sud-ouest	0.6	5.1	5	7.7
CEI et Europe du Sud et de l'Est		0.01	0.2	1.8

Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le Développement (CNUCED), 2006

¹⁰ Banque Mondiale

¹¹ Banque mondiale, septembre 2007

Le tableau indique que 97% des IDE venaient des économies développées de 1978 à 1980. Durant les périodes qui ont suivi, il y a eu un affaiblissement des IDE provenant de ces économies développées mais elles restent quand même en tête de liste pour l'apport des IDE. Par ailleurs, parmi ces économies développées, l'Union Européenne apporte la moitié de ces IDE et ces apports n'ont cessé d'augmenter. Quand aux Etats-Unis, leur apport en IDE s'est affaibli durant ces périodes.

On peut voir une nette amélioration de placement d'IDE chez les économies en développement entre autre chez l'Asie et l'Océanie.

Tableau n°2 : Flux entrants des IDE (en %)

Région	1978-1980	1988-1990	1998-2000	2003-2005
Economies développées	79.7	82.5	77.3	59.4
Union Européenne	39.1	4.3	46	40.7
Japon	0.4	0.04	0.8	0.8
Etats-Unis	23.8	31.5	24	12.6
Economies en développement	20.3	17.5	21.7	25.9
Afrique	2	1.9	1	3
Amérique latine et les Caraïbes	13	5	9.7	11.5
Asie et Océanie	5.3	10.5	11	21.4
Asie de l'Ouest	-1.6	0.3	0.3	3
Asie du Sud, de l'Est et du Sud-ouest	6.7	10	10.7	18.4
CEI et Europe du Sud et de l'Est	0.02	0.02	0.9	4.7

Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le Développement (CNUCED), 2006

Les économies en développement ont connu un affaiblissement de ces IDE de 1988 à 1990 du fait des restrictions imposées pour les IDE et on peut voir que s'étaient en 2003 qu'existaient un essor rapide des IDE dans ces pays cela à cause des politiques incitatives. Dans les économies développées par contre, à l'inverse des pays en développement, dans la période allant de 1988 à 1990, on peut remarquer une amélioration des entrées d'IDE et un affaiblissement dans les années de 2003 à 2005.

Par ailleurs, concernant l'Afrique, L'IDE est resté dominant dans l'industrie pétrolière, et il se concentre sur un petit nombre de pays. Généralement, les principaux bénéficiaires qui sont l'Égypte, l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud reçoivent une part importante de l'IDE. Sur les flux d'IDE croissants entre 1995 et 1998, 33 %¹² sont allés à quatre pays producteurs de pétrole : Angola, République du Congo, Guinée Équatoriale et Nigeria. L'IDE dans l'industrie pétrolière est resté dominant en 2002 avec l'Angola, l'Algérie, le Tchad, le Nigeria et la Tunisie représentant plus de la moitié des rentrées en 2002¹³. En 2002, l'Égypte, l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud ont reçu une part de 61,9 %¹⁴ ; puis la Tunisie s'est ajoutée à ce groupe, lui permettant ainsi d'atteindre une part de 70,11 %¹⁵. Les variations de l'IDE dans ces pays ont un impact majeur sur les flux d'IDE vers l'ensemble du continent africain. En 2004, l'Angola, la Guinée Équatoriale, le Nigeria et le Soudan (pays riches en ressources minérales) ainsi que l'Égypte ont été les principaux bénéficiaires, avec une part atteignant près de la moitié de tous les flux vers l'Afrique.

L'importance de l'IDE dans l'économie mondiale s'est rapidement accrue encours total des investissements directs de l'étranger en proportion du PIB est passé de moins de 5 % en 1980 à 25 % en 2006¹⁶. Cette augmentation a été largement le fruit de la libéralisation des échanges et des investissements, ainsi que de l'évolution des technologies de l'information et de la communication.

B – Evolution des IDE par secteur dans les PED

L'IDE a sensiblement progressé dans tous les grands secteurs de l'économie, mais la part des services s'est progressivement accrue aux dépens des industries manufacturières. Dans les pays développés, les entrées d'IDE dans le secteur manufacturier sont tombées de 41% à 30 %¹⁷, alors qu'elles sont passées de 50 % à 63 %¹⁸ dans les services. Dans les pays

¹² CNUCED

¹³ CNUCED, 2003 p 9

¹⁴ Banque Mondiale

¹⁵ Banque Mondiale

¹⁶ <http://www.oecd.org/dataoecd/18/59/40889808>

¹⁷ <http://www.oecd.org/dataoecd/>

¹⁸ <http://www.oecd.org/dataoecd/30/14/41069438.pdf>

¹⁹ <http://www.oecd.org/dataoecd/30/14/41069438.pdf>

²⁰ <http://www.oecd.org/dataoecd/30/14/41069438.pdf>

en développement, les entrées d'IDE à destination du secteur manufacturier ont reculé de 44% à 32 %, alors qu'elles sont passées de 47 % à 58 %¹⁹ dans les services.

Cette évolution reflète sans doute en partie l'importance croissante des services dans les économies nationales, mais elle tient probablement aussi à l'internationalisation de plus en plus poussée du secteur des services sous l'effet de l'évolution des Technologies d'Informations et de Communications (TIC) ainsi que de la libéralisation des services, notamment leur délocalisation de plus en plus répandue.

Le secteur primaire absorbe encore environ 10 % ²⁰des entrées mondiales d'IDE. Cependant, bien que sa part ait quelque peu diminué dans les pays développés, elle a légèrement augmenté dans les pays en développement.

Plusieurs raisons ont été évoquées pour montrer les motivations des investisseurs étrangers dans les pays en voie de développement mais on peut remarquer cependant que les investissements directs étrangers touchent plus particulièrement le secteur minier. Cette question sera traitée dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE II : LA PREPONDERANCE DES IDE DANS LE SECTEUR MINIER

Pour une meilleure compréhension de cette tendance des IDE qui sont orientés vers le secteur minier, il sera d'abord question de l'importance accordée à ce secteur et nous analyserons ensuite les impacts des investissements miniers dans les PED. En dernier lieu, nous nous interrogerons sur les enjeux majeurs des IDE dans le secteur minier.

Section 1 : l'importance accordée par les IDE au secteur minier

L'exploitation minière est l'une des principales activités qui est bénéfique dans l'économie de nombreux pays en développement du fait de l'abondance de ressources minières dans ces pays, il faut dire que la terre a gâté plusieurs pays en développement par des ressources naturelles. En effet, c'est à partir de ces ressources naturelles que les populations de certains PED puisent tout leur revenu, par exemple en faisant des exploitations forestières.

L'importance accordée par les investisseurs directs étrangers pour le secteur minier est due au fait d'une augmentation de demande mondiale en matière de ressources minières et à l'augmentation des prix des minéraux tels que l'or et le cuivre. L'évolution des prix des produits miniers est illustrée par le tableau n°3.

Tableau n°3 : Evolution de l'indice des prix de vente industriels (par rapport à 2000)

ANNEE	2004	2005	2006	2007	2008
Mines	-2,4	5,2	19,4	11,0	139,0

Source : Rapport mondial du commerce

Si on parle de l'évolution des produits miniers, on peut constater une augmentation rapide des prix si on compare 2008 à 2007, engendrant une hausse de 139% contre 11% en 2007. Evolution qui est due à l'accroissement des prix du phosphate de chaux en réponse à l'accroissement de demande de cette matière émanant de la Chine, de l'Inde et du Brésil.

Grâce à l'augmentation de la demande internationale, la course à l'extraction des matières premières et au renouvellement des stocks est un challenge quotidien pour les principales entreprises minières mondiales. Ces investisseurs directs étrangers investissent souvent dans l'exploitation minière industrielle à grande échelle, cependant, il peut exister des industries minières à échelle réduite ou mine artisanale.

L'exploitation d'une industrie minière à grande échelle implique d'énormes mines pouvant atteindre les 4 km de large et les 1,5 km de profondeur²¹. Les déchets miniers, c'est-à-dire la roche extraite non utilisable, sont empilés en blocs massifs pouvant atteindre les 100 m²². L'or produit dans les mines lointaines est exporté par des jets privés et les cuivres sont transportés à travers un gazoduc vers les installations portuaires²³.

Mais qui sont les grands investisseurs dans l'exploitation minière ?

Les principales sociétés qui exploitent les minerais sont des sociétés se trouvant en Australie, au Canada, aux Etats-Unis ou en Europe. Parmi les exploitants, il y a les grandes

²¹ <http://pambazuka.org/fr/category/comment/51185>

²² <http://pambazuka.org/fr/category/comment/51185>

²³ On met l'accent sur ces deux produits miniers compte tenu du niveau des prix de ces minéraux

entreprises mais aussi les entreprises dites « juniors » ou petites entreprises qui font en général les travaux préliminaires sur les sites miniers (exploration, étude de faisabilité). Par ailleurs la Chine, pour soutenir le développement de son économie, a investi dans l'exploitation minière faisant ainsi concurrence aux sociétés minières occidentales.

On peut aussi remarquer la participation des pays en développement dans la course aux exploitations des activités minières. En effet, une caractéristique importante de l'IDE depuis quelques années, liée en partie à la progression des STN des pays en développement, est l'accélération des investissements dans les ressources naturelles. Cette évolution tient à la forte demande de matières premières (surtout dans les économies émergentes en croissance rapide) ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles possibilités d'investissements prometteurs dans le secteur primaire qui constitue une chance importante pour les pays en développement bien dotés en ressources. L'activité des STN dans les industries extractives représentait l'essentiel de l'IDE dans le monde, mais son importance a décliné régulièrement depuis les années 50, tombant à quelque 5%²⁴ de l'IDE total au début de la présente décennie.

Durant les années 80²⁵, l'IDE dans le secteur primaire s'est redressé car certains pays en développement ont privatisé des actifs publics en les vendant à des investisseurs étrangers, d'autres ont commencé à exploiter leurs richesses pétrolières et minérales en encourageant activement la participation des STN qui pratiquent l'IDE. Mais l'augmentation des investissements miniers est surtout due au gonflement des besoins de matières premières de grands pays en développement en croissance rapide mais pauvres en ressources naturelles, comme la Chine et l'Inde, provoquant ainsi la montée des STN des pays en développement ayant pour objectif premier d'obtenir des ressources pour leur économie nationale. Beaucoup de ces entreprises se dirigent vers des pays en développement abondamment dotés de ressources naturelles, y compris des Pays Moins Avancés (PMA) d'Afrique et d'Amérique latine.

Par suite des facteurs susmentionnés, l'IDE dans l'activité minière et pétrolière s'oriente de nouveau vers les pays en développement. De nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes ont d'abondantes réserves de pétrole, de gaz et de minéraux. L'Asie de l'Ouest possède en abondance du pétrole et du gaz, mais la plupart des pays d'autres régions de l'Asie sont moins bien dotés. Les pays de l'Asie de l'Ouest sont

²⁴ <http://www.webmanagercenter.com/management/article.php?id=27365>

²⁵ <http://www.webmanagercenter.com/management/article.php?id=27365>

généralement fermés à l'IDE dans le secteur pétrolier, et de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique ne se sont ouverts à l'IDE dans les industries extractives que dans les années 90.

En 2004 et 2005²⁶, le montant record de l'apport d'IDE en Afrique demeurait orienté vers les ressources naturelles, particulièrement le pétrole. En 2005, les principaux pays d'Afrique bénéficiaires d'IDE étaient riches en pétrole ou en minéraux métalliques. En Amérique latine, la plupart des pays possédant d'importantes ressources naturelles ont enregistré un accroissement de l'IDE dans les industries primaires.

Jusqu'aux années 70²⁷, l'IDE dans les industries extractives était surtout le fait de grandes STN de quelques pays développés. La situation a totalement changé aujourd'hui, avec l'apparition de pays en développement parmi les grands investisseurs. Dans certaines industries, par exemple celles du pétrole et du gaz, les STN des pays en développement sont essentiellement des entreprises publiques. En chiffres absolus, bien entendu, l'IDE dans le secteur primaire a continué à progresser, surtout depuis 1970 : il a augmenté de 40 %²⁸ dans les années 70, de 350% dans les années 80²⁹ et de 400% dans la période 1990-2003³⁰.

Les investissements d'exploration se sont fortement accrus de 1993 à 1997³¹, mais ont ensuite brutalement chuté à cause des pertes de confiance dans les juniors, de la crise asiatique et de la chute des cours de l'or. Les flux se sont majoritairement déplacés vers les pays à fort potentiel géologique et à environnement politico-économique stable qui sont le Canada et l'Amérique latine.

De 1970 à 1980³² les USA, le Canada et l'Australie avaient attiré la majorité des investissements d'exploration. Au début des années 1990 les investissements aux USA n'avaient pas décliné alors qu'au Canada la progression était faible. L'exploration en Australie a plus que doublé sur des fonds majoritairement australiens.

L'Afrique continue à attirer l'IDE seulement dans les secteurs où les avantages concurrentiels sont supérieurs aux facteurs négatifs liés à ce continent ; il s'agit des minéraux, du bois, du café et du pétrole. Au début des années 1970, ce secteur ne représentait qu'un

²⁶ CNUCED

²⁷ CNUCED

²⁸ <http://www.webmanagercenter.com/management/article.php?id=27365>

²⁹ <http://www.webmanagercenter.com/management/article.php?id=27365>

³⁰ <http://www.webmanagercenter.com/management/article.php?id=27365>

³¹ <http://www.mineralinfo.org>

³² <http://www.mineralinfo.org>

quart des capitaux mondiaux provenant de l'IDE ; en 1990 cette part correspondait à près de la moitié des capitaux, et en 2002, elle avait atteint environ 60 %.

Contrairement aux idées reçues, la concentration de l'IDE en Afrique ne réside plus seulement dans les ressources minérales

Section 2 : Les impacts des investissements miniers dans les PED

Dans cette section seront mis en relief les impacts positifs et les impacts négatifs des investissements miniers dans les PED.

A – Les impacts positifs des investissements miniers

Les impacts positifs engendrés par les investissements miniers sont multiples.

I – Impact fiscal et revenu en devises étrangères.

Une industrie minière permet d'engendrer une ressource importante de revenu en devises. Cette augmentation de devises est due certes à l'investissement direct étranger lui-même, en étant un élément de la balance de paiement, mais aussi, à l'exportation que fait le pays. En effet, un investisseur étranger fait des investissements directs en vue de répondre à la demande internationale mais non en vue de répondre aux demandes du pays d'accueil, il en va de soit qu'il est obligé d'exporter les minerais ce qui constitue une source de devises étrangères pour le pays.

Par ailleurs, l'industrie minière permet d'augmenter les recettes de l'Etat par l'intermédiaire des redevances minières mais aussi les taxes d'exploitation. Ces recettes vont servir à augmenter le budget de l'Etat c'est-à-dire à faire plus de dépenses publiques. Ces recettes peuvent aussi aider l'Etat dans la lutte contre la pauvreté. L'impact fiscal important de la mine se retrouve dans les pays souvent : Chili, Mexique, Ghana, Afrique du Sud.

Dans ce principe, il existe deux types de taxes d'exploitation minière : les taxes sur le profit, qui sont prélevées sur les bénéfices de la société minières sur les minéraux qu'elles extraient et les redevances, qui sont établies sur le volume des minerais extraits, mesuré par exemple en onces d'or. Les sociétés minières préfèrent payer les taxes plutôt que les redevances car ces dernières sont indépendantes des coûts du marché.

II – Création de revenu.

Il est d'une importance primordiale que l'investissement minier dans un pays touche aussi bien l'économie que la population résidente en créant des emplois. Ces emplois peuvent être directs c'est-à-dire des emplois générés par l'industrie elle-même et indirects c'est-à-dire des emplois créés du fait de l'existence de la firme dans un pays.

- Emplois directs.

Quand on parle de gros investissement, nul doute que c'est pour promouvoir l'emploi. Un des engagements des investisseurs est en effet d'engager un bon nombre d'employés dans le lieu où se trouve son site d'exploitation. La mine à échelle réduite par exemple, fournit des emplois à environ 13 millions ³³de travailleurs et à leur famille partout dans le monde, en particulier dans les pays tels que la Bolivie, Burkina Faso, Chine, Colombie, le Congo, le Ghana, l'Equateur, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, la Tanzanie et la Thaïlande.

- Emplois indirects.

Toute forme d'industrie minière (à grande échelle ou à échelle réduite) peut être accompagnée d'une croissance de l'activité de petites entreprises qui assurent les fournitures et services aux entreprises exploiteuses et qui engendrent des revenus. En effet, l'implantation d'un site d'exploitation crée des opportunités pour la population aux alentours du site créant ainsi un petit nombre de commerce pour subvenir au besoin des personnels du site. L'implantation, même si elle est en phase construction offre des petits boulots aux hommes par exemple des emplois de maçon, de charpentier, ...

L'effet de ces emplois aussi bien direct qu'indirect entraînant une augmentation de revenu de la population locale (région où se trouve le site d'implantation). Cette augmentation de revenu est nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux de la population et peuvent améliorer leur niveau de vie car non seulement les ménages arrivent à satisfaire leur besoin en nourriture par exemple mais en plus de cela, ils peuvent acquérir de nouvelles machines électro ménagers et aussi des nouvelles technologies (télévision, radio,...).

III – Développement de l'économie locale

³³ <http://pambazuka.org/fr/category/comment/51185>

Les grandes mines offrent parfois des formations pour leur salarié (même pour les salariés non permanent). Ces formations pouvant être nécessaires pour permettre à ces salariés des emplois une fois l'exploitation minière terminée.

Ces grandes mines assurent aussi certains services publics, comme la création des écoles, des services de santé, des infrastructures, de l'eau propre, pourront contribuer au développement du pays. L'infrastructure, comme la route par exemple, permettra le désenclavement d'un lieu et permettra de faire transporter les produits de ce lieu à un autre et en trainant la réduction du prix de ce produit.

B - Les impacts négatifs des investissements miniers

L'investissement minier engendre en effet des effets positifs pour la population et aussi pour les pays d'accueil mais une exploitation à long terme peut créer des effets irréversibles sur l'environnement mais aussi pour les ressources des pays. Dans ce titre, on va se concentrer sur les impacts négatifs.

I – Impact sur l'environnement

L'exploitation minière est l'une des industries les plus polluantes du monde. Les produits chimiques toxiques utilisés dans l'exploitation minière sont très dangereux pour la santé humaine. Par exemple, le cyanure, quand il se répand dans les eaux peut tuer les poissons se trouvant dans l'eau, mais aussi rend l'eau impropre pour la consommation. Au Ghana, les fuites de cyanure ont porté atteintes à la santé des personnes vivant à proximité de la mine. Autre exemple, le mercure, qui est une neurotoxine puissante pour les enfants, peut entraîner de troubles neurologiques et nuit au développement de l'enfant. En effet, l'enfant peut avoir des troubles de mémoires, de langage (retard), troubles de vision et des fonctions motrices.

L'un des plus graves problèmes environnementaux que causent les importants sites miniers est appelé le « drainage acide minier » qui est un processus chimique par lequel les résidus miniers contenant des sulfures produisent des acides sulfuriques. Les acides sulfuriques, une fois exposés à l'air libre et à l'eau, peuvent tuer toute vie animale et végétale et laissant l'eau inutilisable.

Les investisseurs miniers ont tendance à déverser leur déchets dans l'eau ce qui était le cas en Asie mais ce genre de pratique est interdit dans les Etats-Unis. En 2006, par

exemple, la société Américaine « Newmont Mining Corporation » a versé une amende de 30 millions de dollars au gouvernement indonésien à cause de l'immersion des déchets dans une baie de l'océan.

De la nouvelle Guinée au Pérou en passant par l'Indonésie ou les Etats-Unis, les exemples de destructions environnementales causées par l'industrie minière sont multiples. Certaines anciennes mines, dont de nombreuses mines d'or, sont devenues aussi problématiques que les stocks d'uranium usagé et vont nécessiter un suivi et un traitement continu. Rien qu'aux Etats-Unis, le coût de nettoyage d'anciennes mines est estimé à 54 milliards de dollars³⁴. Un coût excessif pour de nombreux pays en développement.

Les entreprises spécialisées dans l'extraction de l'or et du cuivre sont ainsi confrontées à l'épuisement des gisements à forte concentration, ce qui les contraint à exploiter des gisements à faible concentration grâce à d'immenses mines à ciel ouvert. Ce travail titanesque nécessite, en moyenne, l'extraction de 79 tonnes de minéraux pour obtenir une once d'or³⁵. Cela entraîne une défiguration du paysage, d'importants risques de pollution des nappes phréatiques et des cours d'eaux, l'émission de certains gaz toxiques et une importante consommation d'énergie.

II – Impacts sur la société

La construction d'un site minier nécessite beaucoup d'espace. Cette construction peut entraîner un déplacement de la population vivant à proximité du site voir même un village entier. Cette réinstallation est parfois soudaine, la population peut être déplacée dans un endroit qu'elle n'aime pas, des endroits inhospitaliers. Par ailleurs, les individus qui accordent une importance sur leur lieu d'habitation (importance sentimentale), peuvent ne pas vouloir se déplacer ce qui entrainera un rapport de force entre population et exploitants.

Les sociétés étrangères, même en recrutant des travailleurs dans les pays d'accueil, recrutent aussi des travailleurs qui viennent du pays d'origine des investissements. Ces travailleurs ont une culture différente que celle du pays. Cela peut entraîner une distorsion entre l'entreprise et les citoyens du pays s'il y a, par erreur, une faute commise par l'étranger concernant la coutume locale. Par ailleurs, l'exploitation minière est souvent liée à une

³⁴ <http://pambazuka.org/fr/category/comment/51185>

³⁵ <http://pambazuka.org/fr/category/comment/51185>

augmentation des maladies sexuellement transmissibles entre autres le SIDA, à l'accroissement de l'alcoolisme, de la prostitution et de la violence familiale.

III – Impact sur la sécurité de la population

L'exploitation des mines entraîne souvent le non respect de droit de l'homme. En effet, les sociétés locales ont subi des atteintes au droit de l'homme commises soit par les forces de sécurité des compagnies minières, soit par les forces de sécurité du gouvernement agissant à la demande des sociétés minières. En effet, au Ghana, des mineurs artisanaux ont été battus et tués par les forces de sécurité des sociétés minières. De même qu'en Indonésie où les communautés autochtones vivant près de la grande mine de Grasberg ont été victimes de viol, de torture, de détention et de meurtre commis par l'armée indonésienne.

Les communautés autochtones sont les plus perdants en matière d'exploitation minière car non seulement, ils ne connaissent pas les avantages et les inconvénients des exploitations minières, mais aussi ils sont les victimes des effets négatifs. Par ailleurs, elles n'ont pas d'influence sur la mise en œuvre des projets d'extraction minière.

IV – Autres impacts des investissements miniers

On avait dit auparavant que les industries minières apportaient des revenus pour la population, si on se réfère à la population locale, les salaires des travailleurs dans la mine est beaucoup plus supérieur au salaire dans le village par exemple (lieu de l'implantation du site). Cette augmentation de salaire va entraîner une augmentation des prix des biens dans ce village. Cela va poser un problème car tout l'ensemble de la population ne peut s'offrir le luxe d'acheter ces produits (ou biens) à des prix élevés. Cette situation ne fait qu'accroître la pauvreté si celle-ci est définie comme étant la non satisfaction des biens fondamentaux comme se nourrir, s'habiller, d'avoir un toit où se loger, etc.

Les investissements miniers constituent des ressources nécessaires pour l'Etat. L'existence massive d'argent dans un pays peut pousser les autorités à faire de la corruption, par exemple, en acceptant de recevoir tel pourcentage, les autorités accepteraient de faire payer une petite partie des redevances minières ou des taxes sur l'exploitation minière. Alors que la part l'industrie minière dans le PNB de nombreux pays est en forte croissance, les revenus fiscaux qui en sont tirés ne profitent guère aux communautés vivant à proximité des mines. La région de Cajamarca au Pérou dispose ainsi des gisements d'or les plus riches de la

planète mais c'est aussi la région la plus pauvre du pays avec plus de 75% ³⁶ de sa population vivant sous le seuil de pauvreté. Une situation en grande partie causée par la corruption, la bureaucratie, le manque de transparence et la difficulté des gouvernements de nombreux pays à exercer pleinement leur pouvoir. L'ancien Président Mogae du Botswana avait dit, lors de la réunion de décembre 2008 de la BAD, que certains des dirigeants de son pays utilisent leur accès aux ressources financières que procurent les industries extractives pour promouvoir leurs propres intérêts personnels au lieu de les utiliser au mieux des intérêts de la nation tout entière. Au Guinée, l'ACG-Rusal, une compagnie minière russe exploitant un gisement de bauxite, a versé en trois ans 100 000 dollars à la préfecture locale³⁷. Mais les habitants de Mambia, le village où se trouve la mine d'ACG-Rusal, n'ont reçu qu'un seul paiement, en 2006.

La présence d'une mine gonflera le salaire dans ce secteur, les demandeurs d'emploi vont s'acharner sur le secteur minier en délaissant les autres secteurs ce qui empêchera d'autres secteurs de se développer. En effet, les investisseurs ne vont plus investir dans les autres secteurs sous peine de ne pas recevoir les mains d'œuvre nécessaires.

Les exploitations minières sont implantées parfois dans des zones très enclavées ne pouvant pas créer des industries en aval. Par exemple en Zambie, il est plus facile et plus rentable d'exporter directement les cuivres en Chine plutôt que de créer une usine de transformation pouvant transformer le cuivre en fil. Dans ce même cadre, les industries minières ne nécessitent seulement qu'une faible quantité de main d'œuvre, on peut dire que les emplois créés par l'industrie minière tend à être minimes.

Section 3 : Les enjeux majeurs des IDE dans le secteur minier

Les IDE dans le secteur minier font intervenir divers acteurs qui manifestent des réactions différentes face à cette exploitation minière où ils peuvent gagner ou perdre, d'où l'importance des trois points suivants :

- Les réactions des communautés locales,

³⁶http://www.novethic.fr/novethic/entreprise/impact_local/developpement_regional/le_secteur_minier_et_communautes_locales_marche_dupes/99486.jsp

- A qui profitent les contrats miniers ?,
- De nouvelles initiatives s'imposent aux compagnies minières

A – Les réactions des communautés locales face aux investissements miniers.

Face à l'importance de ces impacts négatifs éventuels, les communautés locales manifestent de plus en plus des réticences à l'installation de telles activités dans leur pays. Cette objection est particulièrement forte dans les pays d'Amérique latine dans les zones encore majoritairement peuplées d'indiens. Outre l'inquiétude d'une contamination des eaux et des sols, ce type d'activité va également à l'encontre de la culture de ces peuples et de la nécessité de vivre en harmonie avec la nature environnante. Cette vision négative des industries extractives s'est traduite par la faillite de nombreuses entreprises minières.

Des protestations sociales ont été faites à l'égard des exploitations minières et ces protestations ne font qu'augmenter avec le temps. Au Pérou, par exemple, il existe plus de 45 conflits sociaux liés à des projets miniers d'après les estimations du gouvernement. Ces protestations ont été faites car les citoyens s'étaient rendu compte que les exploitations minières pouvaient apporter encore plus pour le gouvernement. En effet, les redevances minières étaient vraiment moindres par rapport au bénéfice que pouvait tirer les exploitants.

Ces protestations avaient entraîné l'abandon des exploitants minier des sites ou avaient entraîné ces exploitants à modifier leur contrat. Ces protestations ont entraîné le refus d'accorder un permis à une société minière canadienne par le gouvernement de Tambogrande à Pérou créant des pertes de 60 millions de dollars pour la société canadienne. En plus, les militants ont tendance à harceler les industries minières en les forçant à montrer leur permis d'exploitation. Les gouvernements des pays d'accueil ainsi que les sociétés minières ont chacun amélioré leur stratégie concernant l'exploitation minière.

A cause des conflits qui existaient dans la République démocratique du Congo, en mars 2007, une coalition de plus de 100 organisations non gouvernementales (ONG)³⁸ internationales et congolaises a demandé que le gouvernement "renégocie, révoque ou résilie" les contrats miniers désavantageux qui avaient été signés pendant la guerre ou sous le

³⁷ <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol23no1/231-mini%C3%A8re.html>

³⁸ <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol23no1/231-mini%C3%A8re.html>

gouvernement de transition au pouvoir de 2002 à 2006. Les ONG affirment que trois des contrats les plus importants approuvés par le gouvernement de transition avaient “collectivement cédé plus de 70 %³⁹ des réserves de cuivre et de cobalt les plus précieuses du pays aux compagnies minières internationales.”

B – A qui profitent les investissements miniers ?

Dans les années 90, les gouvernements ont adopté des réformes pour inciter les investissements directs étrangers surtout dans l’investissement minier, réformes soutenues par les bailleurs de fonds (la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International). Les gouvernements ont donc privatisé leurs sociétés minières publiques et ont procédé à une réduction des taux d’imposition dans le secteur. A cette époque les prix des produits miniers étaient faibles et les gouvernements pensaient qu’il fallait mieux investir dans les autres secteurs et laisser les IDE investir dans le secteur minier.

Toutefois aujourd’hui avec l’augmentation rapide des prix des produits miniers, certains gouvernements procèdent à la révision des concessions minières accordées à cette époque et revendiquent une plus grande part des bénéfices issus de l’exploitation. Certains gouvernements ont demandé de renégocier les contrats miniers ainsi que l’augmentation des taxes et des redevances, la Zambie qui est l’un des producteurs de cuivre a fait ces renégociations.

Pour éviter la corruption, la Bolivie a autorisé les entreprises à déduire une partie des investissements qu’elles font en faveur du développement local (financement de dispensaires ou d’écoles) de leurs impôts.

Concernant l’Afrique, le continent a généralement peu profité des richesses naturelles que les étrangers exploitaient. En effet, les profits miniers et pétroliers ont longtemps été transférés à l’étranger, sans bénéfice pour les populations. L’émergence de gouvernements plus démocratiques ainsi que le militantisme de groupes locaux et d’organisations de la société civile ont cependant renforcé les efforts faits pour que le secteur minier contribue mieux au développement. De ce fait, ces acteurs ont aidé à négocier des contrats équitables du point de vue des investisseurs que la population.

³⁹ <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol23no1/231-mini%C3%A8re.html>

Même en dépit de la chute récente des prix mondiaux, les pays africains continuent à négocier pour obtenir de meilleures conditions. Leur but n'est pas simplement d'assurer à leur pays des revenus plus élevés, mais également de prendre en compte les préoccupations depuis longtemps exprimées par les populations sur les questions de la pollution de l'environnement et de l'indemnisation des habitants déplacés par les exploitations minières.

La plupart des contrats miniers africains ont été négociés dans les années 1980 et 1990, quand les bas prix du marché mondial et les risques politiques importants décourageaient les investissements extérieurs dans le secteur minier du continent. Une des négociations est de planter des arbres autour du site minier. Ainsi, des arbres ont été replantés près d'une mine de manganèse du Ghana. De plus, de nombreuses compagnies minières avaient l'obligation d'indemniser les dégâts environnementaux que leurs opérations peuvent provoquer.

Quant à la Tanzanie, elle a mis sur pied une commission de 11 membres⁴⁰ composée de fonctionnaires, d'experts miniers et de représentants de la société civile en vue d'examiner comment définir des contrats miniers qui profitent mieux à tous c'est-à-dire qui profite tant aux compagnies minières qu'au pays où ces compagnies investissent. Des recommandations de cette commission ont été utilisées pour renégocier les contrats en vigueur.

Certaines compagnies minières du Tanzanie comme AngloGold, Barrick et Resolute avaient accepté de payer directement aux autorités locales des régions où les mines sont situées des redevances annuelles équivalant à 200 000 dollars⁴¹. Ces fonds seront utilisés pour des projets locaux et 125 000 dollars⁴² supplémentaires seront versés chaque année à un "fonds d'autonomisation" qui financera des projets de développement nationaux. Ces compagnies devront également acheter des produits et des services locaux là où ils sont disponibles, plutôt que de recourir à des importations c'est-à-dire que les compagnies minières doivent acheter des produits locaux si ceux sont conformes à leur besoin.

C – De nouvelles initiatives s'imposent aux compagnies minières.

⁴⁰ <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol23no1/231-miniere.html>

⁴¹ <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol23no1/231-miniere.html>

⁴² <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol23no1/231-miniere.html>

L'image négative du secteur minier a incité les entreprises à développer un certain nombre d'initiatives pour répondre aux principales critiques adressées par les militants. Depuis une dizaine d'années, les concessions minières s'accompagnent généralement d'une série de compensations négociées avec les communautés locales sous forme de financement d'infrastructures ou la création de services de santé. Les entreprises les plus progressives du secteur tendent toutefois à compléter ce « standard » par des initiatives de développement local plus ambitieux. Ainsi, les concessionnaires de la mine de cuivre d'Escondida au Chili (parmi lesquels figurent BHP Billiton et Rio Tinto) ont créé un centre de formation aux métiers de l'industrie dans une commune voisine de la mine. Cette initiative a permis à la direction de la mine de trouver plus facilement une main d'œuvre qualifiée à proximité et donc de pourvoir 80%⁴³ de ses 2200 postes permanents⁴⁴ en faisant appel à la population locale.

Pour pouvoir continuer à se développer, les différents acteurs de l'industrie minière sont désormais confrontés à la nécessité de trouver des solutions novatrices de développement économique et social des communautés locales. Faute de résultats probants, elles risquent de rencontrer une forte opposition des habitants et, dans certains cas, de ne pouvoir mener à bien leurs projets. L'entreprise canadienne Manhattan Minerals s'est ainsi récemment vue retirer son contrat de concession d'une mine de cuivre et d'or à Tambogrande au Pérou. Principale raison de ce revers : lors d'un référendum local, 2%⁴⁵ de la population seulement avait voté en faveur de la mine.

Le Burkina Faso a récemment adhéré à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). Lancée en 2002 par le Premier ministre britannique, elle exige de ses membres qu'ils publient tous les chiffres concernant les revenus de l'exploitation minière et pétrolière. Le Burkina Faso a établi une politique de transparence dans l'exploitation des ressources et dans l'utilisation qui découle de ces ressources. En principe, publier tous les chiffres sur les revenus miniers et sur ce que les compagnies minières versent aux Etats devrait permettrait de déterminer quelle proportion de ces richesses devra être utilisée pour réduire la pauvreté. Certains pays comme le Ghana, le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone ont adhéré à cette initiative.

⁴³ <http://www.un.org/french/ecosocdev>

⁴⁴ <http://www.un.org/french/ecosocdev>

⁴⁵ <http://www.un.org/french/ecosocdev>

Conclusion de la Partie I

Cette partie s'était concentrée sur les IDE dans les PED qui constituent des apports en capitaux pour les pays hôte. La reconnaissance des avantages économiques tels que le transfert de nouvelles technologies et la création d'emploi émanant des IDE, se heurte parfois à des préoccupations concernant la perte de souveraineté nationale et l'éventualité d'autres effets indésirables. Ces effets négatifs ont conduit les PED à adopter certaines politiques visant à restreindre ces IDE. Les attitudes et les politiques à l'égard des IDE ont suscité beaucoup de réticence dans la décision d'investissement. Ces politiques de restrictions s'étaient traduites par un manque d'exportation.

Pour combler ces déficits, les PED s'étaient lancés dans un PAS visant à libéraliser leur économie. Par la suite, les IDE avaient commencé à prendre leur essor et s'étaient orientées un peu plus dans le secteur industriel. Avec l'augmentation des produits de base dans les années 70, les IDE s'étaient un peu plus focalisés sur les activités extractives. Ces IDE dans le secteur minier ont conduit non seulement à l'amélioration du bien être de la population en créant des revenus par l'intermédiaire des emplois, mais ont aussi contribué à l'augmentation de la croissance économique.

Cependant, ces investissements miniers ont également abouti à des mécontentements de la population puisque l'exploitation minière engendre des conséquences pour leur santé. Pour pallier ces problèmes, de nouvelles initiatives ont été entreprises aussi bien par les investisseurs que les Etats afin de tirer profit de ces investissements miniers.

Après avoir entrevu les IDE dans les PED et leur tendance, il convient maintenant de se concentrer sur un cas particulier qui est celui de Madagascar. La partie suivante sera accès sur le pays afin de comprendre les IDE qui existent et aussi afin de connaître un peu plus ces effets.

PARTIE II: LE CAS DE MADAGASCAR EN TERMES D'IDE

Dans cette partie, qui concerne le cas de Madagascar en termes d'IDE, on va dans un premier temps, exprimer la tendance de ces IDE dans le pays et ensuite, on parlera de l'essor de ces IDE. Cette partie va nous mener à la connaissance des IDE existant à Madagascar à savoir leur rôle dans la croissance du pays et effets néfastes qu'ils peuvent entraîner. Cette partie nous conduira aussi à faire une analyse de ces IDE.

CHAPITRE I : TENDANCE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS A MADAGASCAR.

La tendance des IDE à Madagascar discutera les points suivants : les politiques adoptées par Madagascar pour attirer les IDE et l'évolution de ces IDE. Ce chapitre va nous montrer dans quelles mesures le pays peut stimuler les investisseurs étrangers et il va ensuite développer la tendance de ces IDE dans les activités économiques du pays.

Section 1 : Politiques adoptées par Madagascar pour attirer les IDE

Dans le cadre de la libéralisation de son économie, Madagascar a adopté des politiques économiques qui visent à accorder une place prépondérante au secteur privé d'où la promotion des IDE non seulement à travers la politique économique malgache mais aussi à travers les intégrations régionales.

Un projet de promotion d'investissement servira de cadre pour le gouvernement dans l'adoption des politiques pour promouvoir les investissements privés. L'objectif ultime des promotions des IDE est d'atteindre certains objectifs économiques. Cependant, Quels sont les avantages pour les investisseurs étrangers d'investir à Madagascar au lieu d'un autre pays ?

A – A travers la politique économique malgache

Depuis les années 1978 aux années 1980, l'Etat malgache a tenté de rattraper le manque d'investissement du pays en mettant en place une politique d'« investissements à outrance » qui consistait à investir dans tous les domaines qui s'était soldée par un endettement car le pays avait imité bêtement l'emploi des technologies étrangères.

En 1981, le pays a adopté une politique plus libérale pour favoriser le développement du secteur privé. Cette réorientation s'inscrivait dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) qui est « un programme négocié avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International dont l'objectif est le rétablissement des grands équilibres macroéconomiques et financiers. »

Il est à noter que le programme d'ajustement est un processus permettant aux pays bénéficiaires de recevoir des aides de la part des bailleurs de fonds, qu'il s'agisse des facilités financières comme l'allègement ou le rééchelonnement de la dette ou encore le financement de projets de développement ou d'assistance technique et de conseil dans la réalisation de politiques prioritaires pour le pays.

Madagascar a mis en place un cadre d'investissement attractif à travers le code d'investissement établi en 1985, pour attirer les investisseurs tant nationaux qu'étrangers. Les mesures prises visent à encourager non seulement, la modernisation et l'extension des entreprises existantes et la création des activités mais à développer les activités d'exportation.

Parmi celles-ci figurent les avantages douaniers et fiscaux, les avantages financiers, les avantages économiques et sociaux. A titre d'exemple, il y a lieu de citer :

- Les exonérations de la taxe d'importation sur les matériaux et les équipements qui sont nécessaires à la réalisation des investissements, une réduction de 50%⁴⁶ de droit de mutation pour les bâtiments, exonération totale durant des premières années d'exploitation de l'impôt sur les bénéfices et les revenus non salariaux, exonération pendant trois ans de la taxe professionnelle pour les pme, réduction de 50 % des droits d'apport pour les PME⁴⁷.
- La liberté de transfert dans le cadre de la réglementation des changes, accès aux lignes de crédit et prêts bancaires pour les PME.
- Les facilités d'embauche, la participation des organismes d'Etat à la formation professionnelle du personnel malgache, priorité d'implantation sur les terrains aménagés par l'Etat pour les PME.

⁴⁶ Guide de l'investisseur, ministère de l'industrie

⁴⁷ Guide de l'investisseur, ministère de l'industrie

A partir de 1996, après le passage difficile de 1991 - 1996, le pays s'est lancé dans une libéralisation abusive de l'économie en vue de son ouverture au monde. Le pays avait conclu avec les bailleurs de fonds, notamment avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) des grandes orientations en matière sociale et économique qui sont inscrites dans les « Documents Cadre de Politique Economique » ou DCPE. Une stratégie d'ajustement structurel et de stabilisation financière était mise en place pour inciter les investisseurs depuis 1994. Les réformes visaient à la suppression des restrictions de paiements et les transferts afférents aux transactions internationales en matière de régime de change, l'élimination des obstacles tarifaires en matière de commerce international.

Le code des investissements promulgué en 1989 a été abrogé par une loi rectificative en 1996 de manière à faire bénéficier les investisseurs de ces avantages. Cette loi a été complétée pour les entreprises à vocation exportatrice par la promulgation de la loi sur la zone franche industrielle en 1990, celle-ci étant complétée et modifiée par la loi de 1991.

Le pays fait justement appel aux investissements directs étrangers (IDE) et au soutien des bailleurs de fonds pour améliorer la performance du secteur productif encore très faible.

Lors de la présentation de la loi de finances pour 2004⁴⁸, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget malgache annonce que « Cette loi de finances mettra en œuvre une politique fiscale permettant de sécuriser les investissements privés et de mobiliser les épargnes nationales pour une économie plus compétitive. Une politique fiscale qu'inciteront les investisseurs étrangers à venir s'installer à Madagascar. La politique fiscale fait ainsi partie intégrante des actions et mesures allant dans le sens de l'incitation à l'investissement. Se définissant comme « l'ensemble des décisions prises pour instituer, organiser et appliquer les prélèvements fiscaux conformément aux développements économiques ». Elle apparaît dans ce cadre comme un « élément de la politique globale de objectifs des pouvoirs publics », la politique fiscale malgache s'infléchit dès lors vers une politique d'incitation.

B – A travers l'intégration régionale

Les flux d'IDE ont augmenté dans presque tous les pays de la SADC excepté le Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. Mais malgré ces

⁴⁸ Ministère de l'économie, de finance et de budget

baisses, les flux d'IDE ont augmenté dans leur totalité de 2 milliards de dollars en 2005 jusqu'à atteindre les 3,6 milliards de dollars⁴⁹

Les politiques et programmes de la SADC sont inscrites dans le Plan Stratégique de Développement Régional (RISDP ou Régional Indicative Strategic Plan). Ce plan a été adopté en 2003 et lancé en 2005. Pour augmenter les niveaux des IDE au niveau de la SADC :

- 1) Etablissement d'un environnement sécurisé pour l'investissement,
- 2) Stimuler les investissements en adoptant des cadres de référence pour les stimulations fiscales.
- 3) Libéralisation de la réglementation de l'investissement c'est-à-dire harmoniser et mettre en œuvre des instruments de promotion de l'investissement.
- 4) Développement des instruments destinés à accroître la participation du secteur privé en développant une politique régionale de partenariat public-privé.

S'agissant de Madagascar les raisons du choix sont : les politiques favorables du gouvernement aux investisseurs étrangers, une main d'œuvre à bon marché, l'abondance des ressources naturelles et un accès favorable au marché Américain et Européen.

- Politique favorable aux investissements étrangers

Madagascar offre aux investisseurs étrangers des avantages tels que le code d'investissement et le code pour les zones franches industrielles. A cela s'ajoute la mise en place de l'Economic Development board of Madagascar (EDBM) qui vise à promouvoir les IDE qui tendent à accélérer le traitement de demande d'investissement.

- Main d'œuvre compétente et à bas salaire

Les investisseurs déjà en place ont confirmé que leur première motivation à venir à Madagascar est que le pays offre une main d'œuvre en abondance. En outre, le coût de travail en conséquence de la dévaluation du FMG pendant les années 1982-1991, est extrêmement bas. En effet, le salaire minimum par mois était de 25\$⁵⁰. Les salaires professionnels sont

⁴⁹ Integrated Paper on Recent Economic Developments in SADC, 2007

⁵⁰ FIAS

aussi très compétitifs. Des travailleurs qualifiés à bas salaire font partie des avantages comparatifs dont dispose Madagascar.

- Les ressources naturelles

Madagascar possède une large variété de ressources naturelles entre autres : titanium, chromite, graphite, mica, quartz et des variétés des pierres précieuses et semi-précieuses. Son climat, les côtes de 4800km, sa réputation unique de la faune et des flores hissent Madagascar dans une opportunité de développement touristique

- Accès aux marchés européens et américains

Les produits de Madagascar peuvent entrer librement dans les marchés Européens d'après la « convention de Lomé ». En plus, les produits textiles et les vêtements sont parfois destinés vers les pays Américains. Madagascar a un avantage car le pays n'a pas encore fait sujet d'un quota. En outre Madagascar jouit d'un accès illimité vers les marchés de la communauté Européenne pour les produits qualifiés.

Outre ces raisons, il ya aussi des raisons « intangibles » qui poussent les investisseurs à opter pour Madagascar. A Madagascar, les expatriés peuvent avoir une bonne qualité de vie car ils ont un pouvoir d'achat élevé, ils peuvent vivre dans une belle maison, dans les quartiers résidentiels du fait de leur salaire élevé par rapport au malgache

Section 2 : Evolution des IDE à Madagascar

L'évolution des IDE à Madagascar consiste à dévoiler les pays qui investissent le plus à Madagascar et ensuite à connaître les activités qui attirent ces pays investisseurs. Pour y procéder, nous allons suivre le plan suivant. D'abord nous allons étudier les IDE de 2002 à 2004, ensuite nous allons discuter de la répartition des IDE suivant leur pays d'origine et enfin, on va analyser ces IDE suivant les principales branches d'activité.

A – Les IDE de 2002 à 2004

Durant la période de 2002 à 2004, le stock de tous les investissements étrangers ont beaucoup fluctué y compris le stock des IDE. Le tableau montre l'évolution de ces stocks.

Tableau n°4 : Le stock d'investissements étrangers (en milliards de FMG)

RUBRIQUES	2002	2003	2004
IDE	1027	1368	1676
IPF	6	9	9
Autres investissements	218	291	283
Total	1252	1668	1969

Source : Enquête IDE de la banque centrale

On peut voir que 83% des investissements étrangers sont des IDE, de plus, on a constaté une augmentation de ces IDE en 2003 par rapport à 2002. Par ailleurs on a noté une diminution des autres investissements en 2004 si on se réfère à 2003, ce ci est dû à la volatilité des taux de change du FMG durant l'année 2004.

B – La répartition des IDE suivant leur pays d'origine

Pour une meilleure connaissance des divers pays qui investissent à Madagascar, examinons la répartition des IDE que montre le tableau n°5.

Tableau n°5 : Répartition par pays du stock d'IDE de 2002 à 2004 (en milliards de FMG)

PAYS	2002	2003	2004
France	526	697	900
Maurice	239	395	410
Luxembourg	104	123	117
Suisse	48	75	77
Bermudes	19	26	53
Canada	0	49	49
Réunion	40	28	18
Hong-Kong	3	-11	12
Etats-Unis	8	8	9
Sri Lanka	12	18	8
Belgique	7	8	7
Chine	6	8	6
Autres pays	14	-54	10
Total	1027	1368	1676

Source : Banque centrale de Madagascar

On peut voir la place prépondérante occupée par la France dans les IDE à Madagascar. A elle seule, elle représente les 52% des investisseurs directs étrangers et les investissements faits par ce pays n'ont cessé d'accroître. La France a beaucoup investi dans la branche « construction et BTP ». En effet la part des IDE Français dans cette branche s'élève à 47% des IDE totaux. Vient ensuite la branche « commerce » qui accapare 14% des Investissements français et enfin la troisième branche est la branche « les transports, auxiliaires de transports » avec 12% des IDE en 2004.

En deuxième position, viennent les Mauriciens. Ces investissements n'ont cessé d'augmenter mais très faiblement. Les principales branches d'activités auxquelles les Mauriciens s'intéressent sont la branche « transports, auxiliaire de transport et communication », la branche « commerces » et enfin la branche « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ».

La troisième place des Investissements Directs Etrangers revient au Luxembourg, Ces IDE ont beaucoup fluctué en passant de 104 à 123 milliards de Fmg de 2002 à 2003, pour ensuite diminuer en 2004. Les principales branches d'intervention sont la branche « activité de fabrication », la branche « pêche, pisciculture, aquaculture » et la branche « activité financière ».

C – Analyse des IDE par branche d'activité et les principales branches d'activité

Cette analyse des branches d'activité va permettre de savoir d'une part quelle est la branche d'activité la plus porteuse d'IDE à Madagascar entre 2002 et 2004, et d'autre part de mieux visualiser les principales activités où s'orientent les IDE.

Tableau n°6 : Répartition du stock d'IDE par branche (en milliards de FMG)

Branche	2002	2003	2004
Activités de fabrication	141.45	107.06	167.77
Activités extractives	24.76	82.10	112.66
Activités financières	152.88	136.96	156.66
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	0.27	0.38	0.45
Autres branches	5.29	34.87	33.10
Commerces	237.03	239.62	287.60
Construction et BTP	151.17	290.44	428.36
Immobilier, locations et services aux entreprises	67.46	93.95	99.97
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	74.37	51.51	74.25
transports, auxiliaires de transport et communication	122.46	294.38	268.31

Source : Banque Centrale de Madagascar

On a constaté une évolution des IDE allant dans la branche « construction et BTP ». Cette augmentation est liée au politique du gouvernement concernant la construction routière. Ensuite vient en seconde place la branche « commerce » qui a accru grâce à l'implantation des compagnies de distribution pétrolière.

Examinons à présent le tableau où apparaissent les IDE de 2005 à 2008 ainsi que leurs orientations respectives.

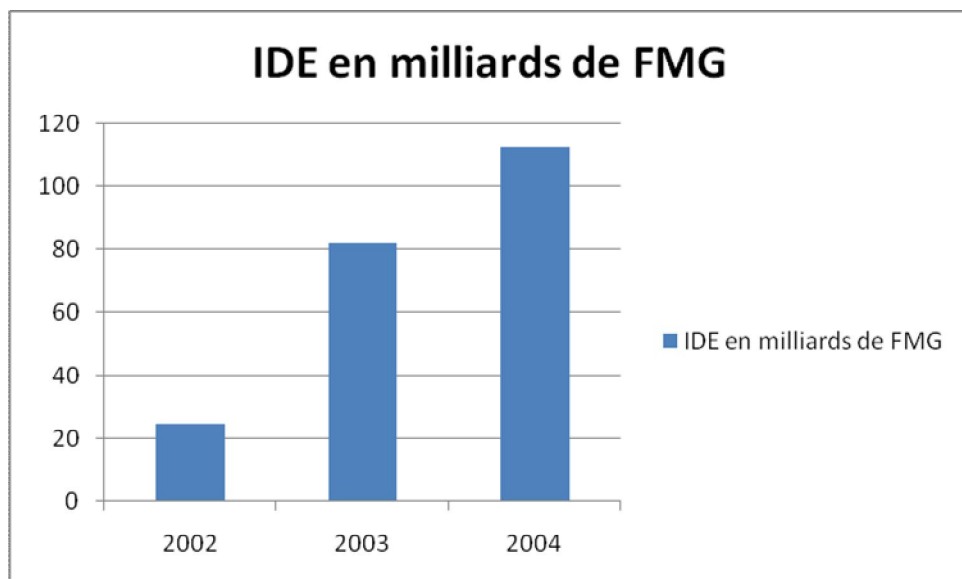
Tableau n°7 : évolution du stock d'IDE par branches d'activités (en milliards d'Ariary)

BRANCHES D'ACTIVITE	2005	2006	2007	2008
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	5.4	7.8	3.0	4.5
Pêche, pisciculture, aquaculture	51.0	51.1	28.0	31.5
Activité extractives	47.1	902.8	2207.7	3908.2
Activités de fabrication	111.3	120.0	135.6	136.6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	10.8	11.1	15.1	12.6
Construction et BTP	40.2	42.9	279.6	297.2
Commerce et réparation de véhicule	35.6	36.8	37.7	80.0
Hôtels et restaurants	0.9	0.7	171.8	172.8
Transports et auxiliaires de transport	9.4	13.5	10.7	12.9
Activités financières	95.8	132.2	169.9	208.0
Immobilier, location et services aux entreprises	29.4	29.9	30.5	35.8
Distribution de produits pétroliers	41.0	69.4	178.3	194.6
Télécommunication	57.8	72.7	87.5	235.2
Autres branches	4.0	7.0		

Source : banque centrale de Madagascar

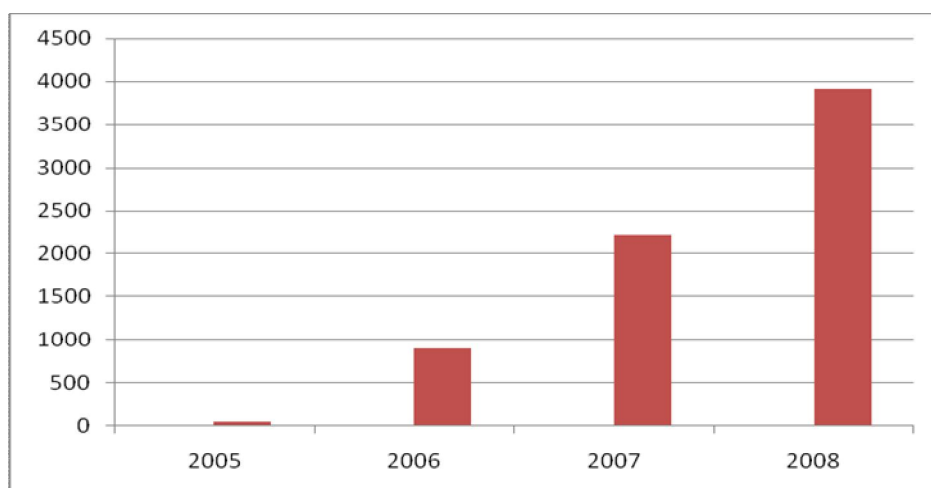
Pour mieux apprécier l'évolution des IDE, il convient de mettre ces chiffres en graphique. Pour cela, il est préférable d'illustrer ces évolutions en deux graphiques car si on superpose ces deux graphes, il y a un risque de ne pas voir l'évolution de 2002 à 2004 du fait de la différence de l'unité monétaire. Le graphique suivant montre l'évolution des IDE de 2002 à 2004

Graphique n° 1 : Evolution des IDE de 2002 à 2004



D'après ce graphique, l'essor des IDE dans la branche d' « activité extractive » a commencé en 2003, on peut constater que les IDE ont plus que doublé en 2003 par rapport à 2002. Le graphique suivant représente l'évolution des IDE dans la branche d'activité extractive de 2005 à 2008.

Graphique n°2 : Evolution des IDE dans la branche « activité extractive » (en milliards d'Ariary)



Ici on peut nettement vérifier les évolutions des IDE dans la branche d'activité extractive et on peut constater que les IDE dans cette branche a plus que triplé en 2006 par rapport à 2005.

Pour résumer l'évolution des IDE dans la branche « activité extractive », on peut constater que il n'y avait pas top d'investissement dans cette branche, ce n'est qu'en 2006 qu'on constate un essor considérable des IDE dans ce secteur. L'entrée des deux grands investisseurs miniers à Madagascar a contribué à cet essor.

CHAPITRE II : L'ESSOR DES INVESTISSEMENTS MINIER A MADAGASCAR

Ce chapitre va se focaliser sur l'essor des investissements à Madagascar et en particulier depuis la mise en œuvre des deux grands projets de ce secteur d'activité, à savoir le QMM de Taolagnaro et dynatec d'Ambatovy. L'importance accordée à ces investissements miniers sera appréhendée au cours des trois étapes suivantes :

- La stratégie de développement minier à Madagascar,
- Les impacts des investissements miniers,
- Pour tirer profit des investissements miniers, que faire ?

Section 1 : La stratégie de développement minier à Madagascar

Les mines constituent un secteur clé dans la stratégie de développement de Madagascar. Le pays dispose de nombreux gisements de minerais pour lesquels des informations géologiques exploitables existent : le fer à Soalala ; la bauxite à Manantenina ; le chrome d'Andriamena et le charbon à Sakoa. En outre, le pays est réputé disposer de nombreux gisements aurifères. Une attention particulière sera toutefois accordée aux deux grands projets miniers : l'ilménite à Taolagnaro et le nickel-cobalt à Ambatovy.

Madagascar a mis en place un Code Minier par Loi N° 99-022 du 19 août 1999, ainsi qu'une Loi sur les Grands Investissements Miniers ou LGIM (Loi n° 2001-031 modifiée en juillet 2005 sur n° 2005-022).

A – Le code minier

Le Code Minier est modifié en 2005 par la Loi n° 2005-021 avec décrets d'application pris en juin 2007. Les grands changements par rapport à l'ancien code sont : La mise en place de nouveaux permis miniers, la taille du carré minier est fixée à un carré de 2,5 km de côté et la création en 2000 du Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM). Ils constituent une bonne base pour les grands projets miniers. A l'heure actuelle, il existe de grands projets miniers ayant vocation à soutenir la croissance du pays. La Loi portant sur le Code Minier assouplit la politique minière mise en place à Madagascar.

B – La loi et les textes sur les Grands Investissements Miniers

La Loi sur les Grands Investissements Miniers a été promulguée en 2002 (loi n°2001-031 du 08 octobre 2001) et a été modifiée en 2005 (baisse du seuil d'éligibilité). Cette Loi a permis de favoriser l'installation des grands projets miniers, d'instaurer un régime fiscal spécial pour les investisseurs miniers, la baisse le seuil d'éligibilité étant fixé à 50 milliards d'Ariary au lieu des 200 milliards Ariary⁵¹.

Les autres textes réglementant le secteur minier sont :

- Le Décret 2003-784 portant mise en place de la Commission sur les Grands Investissements miniers (CGIM).
- L'Arrêté interministériel n° 12032/2000 sur la réglementation du secteur minier en matière de protection de l'environnement. Celui-ci fait suite au Décret MECIE de décembre 1999 qui portait sur la mise en conformité des investissements avec l'environnement.

C – Qui sont les grands investisseurs miniers ?

Les grands investisseurs miniers sont les compagnies minières dont les activités sont régies par le régime spécial de la LGIM (loi n°2001-031 du 08 octobre 2002, modifiée par la loi n°2005-022 du 17 octobre 2002). Pour bénéficier de ce régime spécial, un projet minier doit avoir un montant d'investissement strictement supérieur à 50 milliards d'Ariary (art.04 LGIM), et obtenir un certificat (décret) d'éligibilité octroyé après étude de dossier par une Commission sur les Grands Investissements Miniers (CGIM).

I – Présentation de ces deux grands investisseurs miniers.

⁵¹ Ministère de l'énergie et des mines

Dans cette rubrique, nous allons étudier le Qit Mineral Madagascar et le Dynatec.

I1 – Le Qit Mineral Madagascar (QMM)

Suite à de nombreuses années de négociations, Rio Tinto QMM et l'État malgache ont conclu en 1998 une Convention d'Établissement qui définit les principaux droits et obligations des deux parties pendant toute la durée du projet. Le projet a été démarré en Janvier 1998 et a une durée de 50 ans. Le budget alloué pour l'exploitation est estimé à 588 millions de dollars. De 2002 à 2005, Rio Tinto QMM a réalisé une évaluation finale de la faisabilité du projet, laquelle a permis la prise d'une décision d'investissement positive.

La décision d'investir dans le projet n'a été seulement annoncée qu'en septembre 2005. Il prévoyait la construction d'un site d'exploitation et d'un port public en eau profondes (port d'Ehoala) de façon à mieux exporter l'ilménite au Québec (Canada). La première exportation a lieu en 2008 et la quantité exportée par an s'élève à

Les principaux actionnaires de ce projet sont le QitFer et le Titane. Rio Tinto est une des sociétés minières les plus importantes au niveau mondial avec des revenus annuels de plus de 14 milliards US\$⁵² et 30 000 employés ⁵³ dans le monde entier. QIT Madagascar Minerals SA (QMM) est une filiale Malagasy de Rio Tinto (80%)⁵⁴ et de l'État Malagasy (20%)⁵⁵ représenté par l'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS).

Quels sont les produits extraits dans cette mine ?

- Ilménite : permet d'extraire le titane qui est utilisé dans l'industrie aéronautique et spatiale. On en fait également un usage courant dans les industries de peinture et plastique, la boue de forage,...
- Zircon : le zircon est utilisé pour les composants électroniques et les tuiles de céramique. Il est récupéré en tant que sous-produit des minerais de titane. La dépendance des utilisateurs européens face à des producteurs australiens et sud-africains pourrait procurer à Madagascar une ouverture favorable sur les marchés d'Europe occidentale.

⁵² UBIFRANCE et les missions économiques

⁵³ UBIFRANCE et les missions économiques

⁵⁴ UBIFRANCE et les missions économiques

⁵⁵ UBIFRANCE et les missions économiques

Le gisement de Fort-Dauphin compte des réserves de 75 millions de tonnes d'ilménite⁵⁶ suffisantes pour assurer plus de 40 ans de production. Cette quantité représente environ 10%⁵⁷ du marché mondial. Sur les 2000 ha⁵⁸ du secteur de gisement de Mandena, le plan minier prévoit l'exploitation d'une centaine d'hectares par année sur une période de 20 à 25 ans. Le complexe minier comprend une unité de séparation flottante reliée à une drague, une usine de séparation des minéraux et ses bâtiments connexes (incluant administration, cantine, magasin de stockage, etc.) une centrale électrique ainsi qu'un seuil déversoir.

Les installations minières et portuaires, pour lesquelles l'investissement est estimé à 585 Millions de dollars, ont été construites de façon à permettre l'exportation d'une première cargaison d'ilménite du Port d'Ehoala. Une fois que le projet opèrera à sa pleine capacité, le projet versera annuellement plus de 20 millions de dollars⁵⁹ à l'État en redevances minières, impôts et dividendes.

I2 – Le projet Ambatovy

Ce projet est développé à travers 2 entités :

- Ambatovy Minerals S.A (AMSA) : société minière de droit malgache,
- Dynatec Madagascar S.A (DMSA) : société de traitement de minerais de droit malgache

Le 31 décembre 2008, le capital AMSA s'élevait à 124 millions de dollars⁶⁰ et celui du DMSA s'élevait à 480 millions dollars⁶¹. AMSA est chargée du site minier d'Ambatovy, dans le district de Moramanga, tandis que DMSA est l'entité en charge d'une usine de transformation à Toamasina. Le projet porte sur : L'exploitation d'une mine à ciel ouvert, la Construction d'un atelier de préparation mécanique de boue de latérite au site de la mine, la Construction d'un pipeline de 220 km⁶² pour le transport de boue de latérite jusqu'à la côte, la Construction d'une usine de lixiviation acide sous pression, la Construction d'une raffinerie de minerais et les Installations des infrastructures nécessaires.

⁵⁶ UBIFRANCE et les missions économiques

⁵⁷ UBIFRANCE et les missions économiques

⁵⁸ UBIFRANCE et les missions économiques

⁵⁹ UBIFRANCE et les missions économiques

⁶⁰ www.dynatec.mg

⁶¹ www.dynatec.mg

⁶² www.dynatec.mg

Section 2 : Les impacts des investissements miniers

Les impacts positifs et négatifs des deux grands projets miniers seront appréciés dans cette section.

A – Les impacts positifs

Comme dans tout les PED, Madagascar a bénéficié de création d’emploi dans le secteur minier. En effet, un des engagements de ces investisseurs miniers envers le pays est de créer le plus d’emploi dans le lieu où le site s’implante. Dans ce cadre, le projet QMM a créé plus de 2000 emplois⁶³ au cours des trois années de construction et environ 600 emplois directs ainsi qu’entre 1 000 et 2 000 emplois⁶⁴ indirects permanents durant la phase de production. L’objectif de Rio Tinto QMM est de maximiser les emplois Malagasy en employant au maximum des travailleurs locaux. Le projet minier du QMM a aussi engendré des emplois indirects.

En effet, la création du site minier a incité la population à développer l’artisanat pour vendre les produits artisanaux aux travailleurs expatriés du site, on peut s’attendre à l’augmentation des revenus des ménages. Grâce à l’implantation du site, des petits emplois ont pu être créés pour répondre aux besoins en fourniture et en nourriture des employés du site. Par exemple pour loger les employés, le projet a dû construire des maisons, ce qui a engendré des emplois pour les maçons, les charpentiers,....

Les projets miniers offriront des opportunités aux petites et moyennes entreprises pour répondre à la demande en fourniture en bien des projets mais aussi en ce qui concerne les autres travaux et services à condition que celles-ci soient compétitives au niveau des prix et qualité.

S’agissant du projet Dynatec, la valeur totale de la demande que les entreprises doivent satisfaire s’élève à 3,360 milliards de dollars pendant la durée de vie⁶⁵. Le projet dynatec quant à lui contribuera à la création d’emploi au nombre de 3800 employés⁶⁶ environ

⁶³ Investissement à Rio Tinto

⁶⁴ Investissement à Rio Tinto

⁶⁵ www.dynatec.mg

⁶⁶ www.dynatec.mg

dont 2000 employés⁶⁷ recrutés durant la phase de construction du site et 1800 emplois durant la phase d'exploitation. Un montant de 256 million de dollars⁶⁸ a été alloué aux personnels qui travailleront sur le projet durant la durée de vie du projet. Comme le projet QMM, les villageois se trouvant à coté de la mine a pu bénéficier des suppléments de revenu grâce aux emplois indirects engendrés par le projet.

Grace aux investisseurs miniers, Madagascar a pu avoir de nouvelles infrastructures telles que des routes, des ports et des voies ferrées. ces infrastructures pourront être utilisées par le public durant la phase d'exploitation mais aussi après la fermeture du projet. Dans le cadre de son projet, Dynatec a planifié la construction d'une centrale à charbon de 120 MW⁶⁹ pour l'autoconsommation du projet, sa capacité excédentaire de 30 MW⁷⁰ pourra servir à l'alimentation en électricité des villages. Le projet prévoit aussi une extension des installations portuaires et d'un nouveau terminal pour le port de Toamasina. L'amélioration de toutes les infrastructures permettra à l'Etat malgache de faire une économie de 368 millions de dollars⁷¹.

Outres ces grandes infrastructures, les exploitations minières ont fait des petites infrastructures qui sont des écoles, des centres de santé. Les compagnies d'exploitation minières ont aussi aidé les villageois à faire entrer de l'eau potable et l'électricité. Par exemple dans le projet Rio Tinto à Gort Dauphin, le projet a prévu d'offrir de l'électricité dans la ville de Fort Dauphin, d'amener de l'eau potable. Par ailleurs le projet a aussi collaborer à construire des routes. La construction et la mise en place d'un centre de santé de base dans le milieu rural de Fort Dauphin sont également prévues.

Outre ces apports, la ville de Fort Dauphin a pu bénéficier d'une école primaire et la première école secondaire est accréditée. Le projet a aussi financé des programmes de lutte contre le VIH SIDA et avec l'aide de l'USAID, il a aussi fait des programmes de prévention de lutte contre le paludisme. Le budget du projet s'élève à 38 millions de dollars pour participer au développement social de Fort Dauphin en 2007⁷². Des programmes de bourses qui ne sont pas des promesses d'embauche dans la compagnie figurent dans le projet.

⁶⁷ Proposition d'investissement, projet de Nickel d'Ambatovy, mars 2007

⁶⁸ Proposition d'investissement, mars 2007

⁶⁹ Proposition d'investissement, mars 2007

⁷⁰ Proposition d'investissement, mars 2007

⁷¹ Proposition d'investissement, mars 2007

⁷² Investissement à Rio Tinto

Par ailleurs, le projet Dynatec a contribué à la mise en place de service de santé primaire, à l'amélioration des infrastructures et de matériels de santé qui existaient déjà dans le site de localisation. Le projet a aussi contribué à assurer l'accès au service de santé par toutes les personnes vivant proche du site d'exploitation. Le projet s'est engagé dans des soutiens scolaires et de santé. Il s'agit par exemple de payer la moitié des frais de scolarité des enfants dans l'école primaire durant les quinze premières années du projet. La partie restante est laissée à la charge des parents.

Le Port d'Ehoala à Fort Dauphin a amené des effets positifs pour la population. Les bénéficiaires de ces effets sont surtout les exportateurs de letchis car ils pourront exporter directement ces produits au lieu de faire transporter ces produits dans un autre port. Indirectement, on peut dire que ce port peut accroître le nombre de touristes car il pourra accueillir des navires de croisières. Le touriste à Madagascar est un élément clef de la croissance économique, ce qui veut dire que ce port pourrait engendrer une croissance économique, non seulement pour la ville de Fort Dauphin mais aussi pour l'ensemble du pays.

Ces investissements miniers contribueront à augmenter les recettes fiscales de la région où les sites miniers se trouvent mais ils tendent également à améliorer la balance du paiement au niveau du pays. Le projet Dynatec se traduira par des recettes de 897 millions de dollars⁷³ pour le gouvernement malgache au titre d'impôt sur les sociétés, la dividende s'élèvera à 766 millions de dollars⁷⁴. Les impôts indirects et les impôts locaux sont respectivement de 2,202 milliards de dollars et de 462 million de dollars⁷⁵.

L'Etat devrait pouvoir compter sur des revenus de l'ordre de 7 à 15 millions de dollars⁷⁶ par année sous forme de taxes, de droits de douane et de redevances minières, lorsque l'exploitation se développera, il pourra faire une exploitation de 750 000 tonnes⁷⁷ par année, selon l'évaluation de QMM. En plus de ces revenus fiscaux, les dividendes annuelles provenant de l'OMNIS, pourraient atteindre 6 millions de dollars après 10 ans d'exploitation. L'apport en devises du projet à l'économie de Madagascar devrait être de 7 à 9 millions de

⁷³ Proposition d'investissement, mars 2007

⁷⁴ Proposition d'investissement, mars 2007

⁷⁵ Proposition d'investissement, mars 2007

⁷⁶ Vertigo La revue en sciences de l'environnement

⁷⁷ Vertigo La revue en sciences de l'environnement, Vol7

dollars⁷⁸ par année, au début de l'exploitation, et pourrait atteindre 26 millions de dollars US⁷⁹ par année, par la suite.

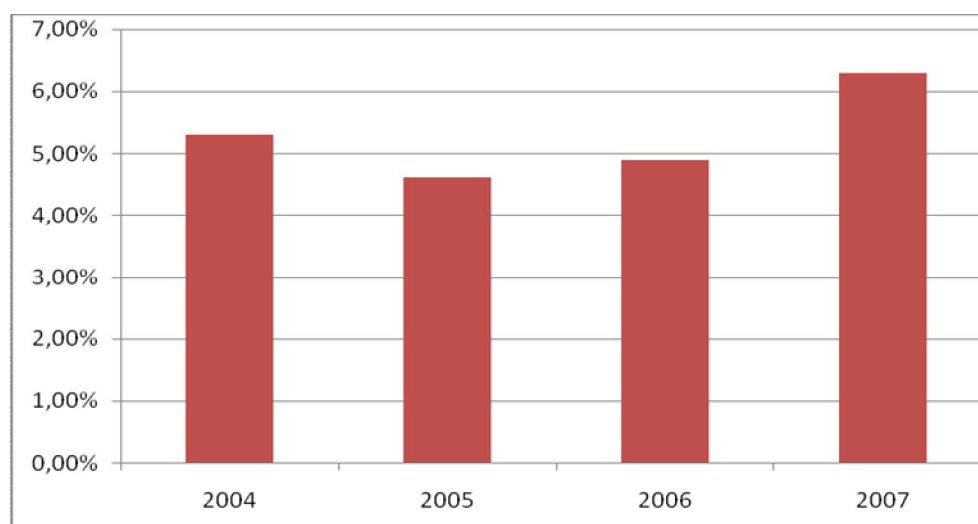
Les investissements miniers contribuent beaucoup à l'évolution de la croissance de Madagascar. En effet, grâce aux deux grands investissements miniers, la croissance économique du pays comme le tableau et le graphique suivant le montrent.

Tableau n°8: Evolution de la croissance économique en %

Année	2004	2005	2006	2007
Croissance en %	5,3	4,6	4,9	6,3

Source : Banque centrale de Madagascar

Graphique n°3 : Evolution de la croissance économique en %.



On peut voir que la croissance économique a augmenté de 2006 en 2007 du fait de l'entrée du QMM.

B – Les impacts négatifs des deux projets miniers

Comme toutes les compagnies minières, l'implantation des sites d'exploitation dont les projets miniers ont eu besoin, pose des problèmes sur le plan foncier aussi au niveau

⁷⁸ Vertigo La revue en sciences de l'environnement, Vol7no2

⁷⁹ Vertigo La revue en sciences de l'environnement, Vol7no2, septembre 2006

des infrastructures telles que les routes. De ce fait, des maisons ont été détruites afin de construire ces routes. Des villageois ont dû être réaménagés loin du site.

Le projet QMM, qui a eu besoin de 60 km de terrain, a détruit des maisons, des terrains agricoles et des terrains nus, il a dû dédommager ces villageois. Il est inclus, dans le dédommagement, le coût de production d'une culture pendant la dernière campagne c'est-à-dire lors de la destruction, les coûts de mise en œuvre qui correspondent au coût d'investissement car les villageois ont besoin d'un fonds de départ pour pouvoir exploiter à nouveau. Sont compris dans ces coûts d'investissement les mains d'œuvres nécessaires pour exploiter les terres, les semences et fertilisations que les villageois ont besoin pour rendre les nouveaux terrains fertiles. Les villageois ont pu aussi bénéficier des indemnités spéciales supplémentaires, indemnités de dérangement et des indemnités contre divers risques qui pourraient se produire lors de l'exploitation des nouvelles terres.

Le projet Dynatec a encouru ce genre de problème car durant l'implantation du site, le projet a non seulement fait déplacer les villageois mais aussi, sur la route du site se trouvaient des lieux de sépultures et de prières d'autant plus que les malgaches sont des populations très croyantes, cela a posé beaucoup de problème. C'est pourquoi, on a dû relocaliser ces sépultures et concernant les déplacements de tombeaux, on a dû procéder à des protocoles de rites. Le projet a aussi indemnisé les personnes qui se sont déplacées.

Pour ceux qui ont perdu des terres, qui étaient utilisées pour l'agriculture, le projet Dynatec les a aidés en mettant en place des programmes visant à accroître la productivité agricole avec la coopération des ONG

Les investisseurs miniers ne se contentent pas seulement d'embaucher des travailleurs locaux et nationaux car ils ont besoin des travailleurs qui sont déjà expérimentés aux tâches de l'exploitation des mines. Or, les travailleurs malgaches sont peu qualifiés dans ce domaine. De ce fait, les investisseurs miniers sont obligés d'employer des travailleurs expatriés. La venue de ces employés étrangers pourrait accroître le nombre des prostitués et par conséquent une augmentation des maladies sexuellement transmissibles.

Pour satisfaire les besoins des employés, de nombreux petits commerces ont vu le jour, cela a entraîné certes une augmentation de revenu, mais augmentation de masse d'argent qui circule dans le lieu d'implantation du site aura également comme conséquence, une

augmentation de tous les prix des denrées alimentaires. Cela s'est accompagné également d'une augmentation des loyers, des prix des terrains d'où le risque d'inflation.

L'implantation d'une mine n'est pas toujours favorable à toute la population, les transports en commun se plaignent de ne pas profiter du site car les entreprises d'exploitation minière ont déjà leur propre transport en commun

Il va sans dire qu'une exploitation minière entraîne une destruction du paysage touchant ainsi la faune et la flore. Mais l'utilisation des terrains pour faire des mines entraînent aussi des érosions. Pour minimiser les dégâts causés par l'installation de son site et pour se prémunir contre l'érosion, le projet Dynatec a fait une revégétalisation des zones qui sont les plus risquées et a fait répartir les animaux pour éviter tout risque d'extinction d'espèces rares.

Les risques liés à l'environnement sont les suivants :

- Possibilité de contamination des eaux de ruissellement pendant l'exploitation (érosion éolienne des aires d'entreposage à ciel ouvert, eaux de nettoyage des aires portuaires).
- Possibilité de pollution et de détérioration de la qualité de l'eau liée au trafic maritime (disposition des eaux de ballast et des eaux usées, entretien, peinture) surtout pour le Port d'Ehoala.
- Possibilité de pollution liée à des déversements accidentels de produits pétroliers ou d'autres produits dangereux faisant l'objet d'un entreposage et/ou de manipulations.
- Possibilité de pollution par les eaux usées. Ensevelissement d'œufs et de larves de poisson et autres organismes car les mines ont besoin beaucoup d'eau de ce fait, elles sont situées près des rivières.

L'exploitation minière entraîne aussi une diminution des revenus de la population entourant ces mines puisque la population dans le lieu du site d'implantation obtenait des revenus à partir des activités forestières comme la vente du charbon, la cueillette. Or, le site minier a nécessité beaucoup de terres et une partie de la forêt a été utilisée par les exploitants miniers.

Section 3 : Pour tirer profit des investissements miniers, que faire ?

Pour analyser les effets négatifs et positifs des investissements miniers, il est nécessaire de faire des évaluations avant, après et pendant le projet. Pour ce faire, l'Etat doit récolter des données. En effet, avant de faire des négociations avec les investisseurs concernant l'exploitation minière, il faut que l'Etat fasse des études à priori c'est-à-dire il faire des collectes de données sur l'entreprise investisseur, il s'agit de déterminer les impacts suite à l'implantation d'un site d'exploitation minière à savoir les recettes fiscales qu'il peut tirer, les impacts économiques, sociaux et environnementaux.

Ces données peuvent concerner la dimension des mines pour mieux connaître une destruction des terrains liée à cette exploitation pour éviter toutes discordes avec la population car la population malgache est une population qui tient à ses origines, le terrain où la population vit est la terre des ancêtres. De ce fait, un simple déplacement que ce soit des tombeaux ou des maisons aura des impacts psychologiques sur la population. Une collecte de données est aussi nécessaire afin de déterminer les antécédents des entreprises dans l'exploitation des mines. Si l'entreprise a déjà effectué des extractions minières dans un autre pays, l'Etat pourra demander l'état financier de cette entreprise. Il ne faut sans doute pas oublier de regarder les chiffres d'affaire, la production, l'emplacement de la mine, les ressources locales et matérielles que la firme souhaite utiliser pour se préparer à répondre à ces demandes.

Le pays doit cependant surveiller de près les impacts locaux au lieu de se contenter d'un impact positif sur le plan national par exemple même si l'entreprise engendre une augmentation rapide des PIB, la population locale peut tomber malade à cause des déchets que l'entreprise minière rejette. Il est à noter que même après la fermeture d'une mine, il convient de surveiller la population locale.

Le gouvernement doit évaluer une exploitation minière existante ou à venir non seulement sur ce qu'elle peut contribuer au niveau national mais également sur sa contribution à des améliorations viables dans le bien être socio-économique, et la qualité des vies des communautés dans la zone d'exploitation. Ces contributions peuvent comprendre des améliorations dans des domaines tels que l'infrastructure, la santé, l'éducation et la stimulation de l'économie locale. Etant donné que le minerai est une ressource naturelle non renouvelable, avant de contracter un accord, il est important de vérifier la durée d'épuisement

et faire des études à partir de ce délai. Ceci est primordial pour garantir que la population pourra maintenir ses moyens d'existence après la fermeture de la mine. Les deux projets miniers ont déjà eu des négociations avec l'Etat concernant leur fermeture. Par ailleurs pour les investissements miniers à venir, le plan de fermeture doit être négocié et doit nécessiter d'une intention particulière de la part du gouvernement et la compagnie d'exploitation. Il faut insister sur un plan de fermeture de mine le plus tôt possible de préférence avant le début de l'extraction.

Il est à noter que la fermeture de la mine exige une série d'interventions mieux organisées entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile. Etant donné la complexité des conséquences et des répercussions sur la fermeture, sur la situation économiques, sur l'environnement, les interventions prises par une seule de ces trois parties a peu de chance de succès à long terme.

Madagascar est un pays où il y a beaucoup de main d'œuvre et c'est l'une des raisons pour lesquelles les investisseurs veulent y investir. Cependant, cette hausse de main d'œuvre n'est pas nécessaire dans l'investissement minier, encore faut il que la population possède des expériences concernant l'exploitation minière. Si Madagascar veut augmenter les investisseurs miniers, il faudra que l'Etat se concentre sur l'éducation de la population en augmentant par exemple le nombre de diplômés dans les diplômes publics. Cette action doit être faite plusieurs années avant l'implantation d'un site.

L'Etat malgache doit aussi connaître toutes les mines exploitables à Madagascar et il doit suivre l'évolution des prix de ces produits miniers afin de faire des prévisions sur les investissements miniers potentiels du pays. Cette connaissance des investissements possibles pourra aider les pays à concentrer l'éducation de la région où se trouvera l'exploitation future sur la compréhension des travaux sur l'exploitation minière par exemple. L'Etat pourra sensibiliser au préalable ces régions au sujet de l'exploitation ainsi ces régions peuvent produire plus pour rencontrer la demande de ces investisseurs miniers au lieu de supporter l'immigration qui engendrerait encore plus la pauvreté de la population locale. Pour ce faire, l'Etat doit mettre en place des infrastructures d'offre telles que les marchés.

Les investissements en place participent en effet au développement local des régions où se trouve le site d'implantation. Par ailleurs les futurs investisseurs devront être contraint de participer à améliorer les niveaux de vie de la population en créant des services publics

comme des écoles, les centres de santé de base ou simplement au développement social du pays.

Les grandes mines n'ont pas nécessairement besoin de main d'œuvre car pour l'exploitation minière, les machines sont plus utilisées. Le pays pourrait donc perdre dans la réduction de chômage. Il faudrait compenser ce manque à gagner par exemple en contraignant les investisseurs à ne pas faire des importations concernant les fournitures nécessaires pour l'exploitation des mines et en les obligeants à acheter leurs fournitures localement.

Les compagnies ont le choix concernant les produits qu'elles achètent. Dans l'achat de leurs fournitures, elles se basent sur le rapport qualité-prix des produits qu'elles achètent. Les entreprises malgaches devront faire des investissements pour non seulement améliorer la qualité de ces produits mais aussi pour être compétitif au niveau des prix. Ces investissements pourront attirer les investisseurs miniers, réduisant ainsi l'importation au profit des entreprises locales.

Dans un cadre réglementaire fiable, il y a un potentiel important de développements en aval, et d'activités économiques parallèles avec les fournisseurs et raffineurs, en particulier pour les entreprises petites et moyennes, qui à leur tour peuvent créer des possibilités d'emploi pour les non mineurs des zones avoisinantes.

Pour alléger les risques socioculturels, sanitaires et environnementaux pour la population, l'Etat doit informer la population à propos de l'exploitation minière, de même la population doit faire des accords avec la compagnie minière pour qu'elle assure des conditions de travail acceptables en aidant à l'établissement d'une infrastructure de communauté, de santé et d'éducation correcte et accessible. La clé à l'allègement de ces risques est l'instauration et la surveillance de normes appropriées. Il est important toutefois de ne pas demander à la compagnie d'investir dans des services qui sont typiquement de la responsabilité du gouvernement tels la santé et l'éducation par exemple, mais plutôt tenter de trouver un accord de partenariat public / privé qui fait bon usage de la capacité d'investissement de la compagnie sans qu'elle se substitue au rôle de l'Etat.

Conclusion de la partie II

Madagascar est doté d'une ressource naturelle rare, de main d'œuvre à bon marché et offre une meilleure attraction pour les investissements directs étrangers à savoir les réductions des taxes et impôts. Ces politiques et avantages comparatifs ont conduit les investisseurs étrangers tels les Français et les Canadiens à placer leur capitaux dans le pays. Les IDE n'ont cessé de croître depuis 2004, mais l'arrivée en 2006 des deux grands projets miniers qui sont le QMM et le Dynatec, n'a fait que « boosté » le stock des IDE dans le pays. Grâce à ces deux projets miniers, Madagascar a vu ces infrastructures se développer. Nombre d'emplois se sont créés dans le lieu d'implantation de ces sites, que ce soit des emplois directs qu'indirects.

Madagascar étant un « PED », l'existence des investisseurs miniers ont aussi entraîné des effets négatifs sur la population comme le déplacement involontaire de la population. Les investissements miniers ont conduit à une inflation qui pourrait nuire aux personnes qui ne profitent pas de l'implantation des mines car ces personnes n'auront pas les moyens de s'offrir des produits à prix élevés tandis que les employés de la mine pourront se le permettre grâce à leurs revenus élevés.

CONCLUSION

En guise de conclusion, les IDE sont en effet des sources de revenu au niveau national que local car ils créent des emplois et aussi améliorent la balance de paiement des pays. Au début, les IDE ne se faisaient qu'entre les pays riches ; par la suite, les investisseurs ont fait une stratégie de délocalisation pour minimiser les coûts de production et se sont tournés vers les PED. Cette stratégie a conduit une affluence des IDE dans les PED. En effet, les flux des IDE allant dans ces pays n'ont cessé d'augmenter.

Ces IDE s'étaient d'abord orientés vers les activités textiles pour ensuite se tourner vers les activités extractives. L'investissement dans le secteur minier est plus courant dans les PED car ces pays regorgent de richesses naturelles qui n'existent pas dans les pays développés. De plus, l'accroissement des prix de produits de base a forcément influencé l'augmentation des investissements dans le secteur minier.

Par ailleurs, les PED, dont Madagascar, profitent des effets de l'existence des exploitations minières. Ces pays ont ainsi, grâce à ces investissements dans le secteur minier, profité des emplois créés qui ont réduit le nombre des chômeurs même si les emplois créés par ces investisseurs miniers sont moindres. Les pays ont aussi reçu des redevances minières qui pourraient servir à l'amélioration des services publics. Outre ces avantages, les pays ont pu bénéficier des grandes infrastructures telles les routes, les ports, mais aussi, des infrastructures dans les services publics telles les services de santé, les écoles.

Ces investissements apportent certes des bénéfices pour les pays, mais l'exploitation des sites minière entraîne également des effets négatifs comme la destruction des faunes et des flores mais aussi peuvent avoir des conséquences sur la santé de la population. A Madagascar, les études d'impacts environnementales montrent que les deux grands projets miniers, qui sont le QMM et Ambatovy, sont toujours en suivi, en ce qui concerne les conséquences environnementales cependant, les risques probables liés à l'environnement sont les suivants : la dégradation de la qualité de l'air par les poussières et les émanations gazeuses des véhicules et de la machinerie pendant la construction et au cours de l'exploitation, risque d'érosion, perte potentielle des espèces végétales,....

Les investissements miniers peuvent aussi avoir des conséquences sur la population se trouvant dans le lieu d'implantation de la mine comme le déplacement de leur habitat, de leur tombeau, et aussi des lieux de prière comme c'était le cas lors de l'implantation du site du projet Ambatovy.

Le problème se pose alors, car ces produits miniers sont des ressources non renouvelables et l'exploitation abusive de ces ressources constituent des effets négatifs pour le pays d'autant plus que les redevances minières de ces investisseurs miniers sont beaucoup plus faibles par rapport au bénéfice qu'ils en retirent. Le gouvernement doit alors prendre des décisions concernant ces investisseurs miniers ainsi que les investisseurs potentiels du pays en les obligeant à prendre part un peu plus dans le développement local (lieu où se trouve l'implantation du site) mais aussi, si cela ne constitue pas des pertes pour les investisseurs miniers, d'accroître les redevances minières de ces investisseurs.

Madagascar est considéré comme « une poule aux œufs d'or » mais s'il ne sait pas comment utiliser ces richesses, il devient perdant quelque soit les cas, c'est-à-dire même s'il existe beaucoup d'investisseur minier. Le meilleur moyen pour Madagascar de tirer profit de cette richesse « inégalable » c'est d'accroître le nombre d'exploitant local et pour ce faire, l'aide de l'Etat malgache sera nécessaire.

L'Etat doit jouer un rôle important dans la venue des investissements miniers pour ne pas récolter les effets négatifs de ces investissements miniers. En effet, il doit prévenir la population de l'impact d'un investissement minier et demander l'avis de la population concernant un investissement futur. L'Etat doit aussi donner une formation nécessaire, concernant l'exploitation des mines, pour la population jouit des emplois donnés au lieu d'importer d'autres main d'œuvre pouvant générer d'autres conflits.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
Sommaire.....	1 – 2
INTRODUCTION.....	3 – 4
PARTIE I : TENDANCE DES IDE DANS LES PED.....	5 – 33
CHAPITRE I : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET LES PED.....	6 – 19
Section 1 : Généralités sur les IDE.....	6 – 10
A – Quelques notions se rapportant aux IDE.....	6 – 10
I - Définition des IDE.....	6 – 8
II - Enjeux des IDE.....	8 – 10
a- Pour les Pays.....	8 – 9
b- Pour les pays.....	10
Section 2 : Limitations des IDE dans les PED.....	10 – 13
A – Restrictions faites à l’encontre des IDE.....	10 – 12
B – Motifs invoqués pour justifier ces restrictions.....	12 – 13
Section 3 : Historique et évolution des IDE.....	13 – 19
A – Historique des IDE.....	13 – 18
B – Evolution des IDE par secteur dans les PED.....	18 – 19
CHAPITRE II : LA PREPONDERANCE DES IDE DANS LE SECTEUR MINIER.....	19 – 32
Section 1 : l’importance accordée par les IDE au secteur minier.....	19 – 22
Section 2 : Les impacts des investissements miniers dans les PED.....	23 – 28
A – Les impacts positifs des investissements miniers.....	23 – 25
I – Impact fiscal et revenu en devises étrangères.....	23
II – Création de revenu.	23 – 24
III – Développement de l’économie locale	24 – 25

B - Les impacts négatifs des investissements miniers.....	25 – 28
I – Impact sur l’environnement	25 – 26
II – Impacts sur la société	26
III – Impact sur la sécurité de la population	26 – 27
IV – Autres impacts des investissements miniers	27 – 28
Section 3 : Les enjeux majeurs des IDE dans le secteur minier.....	28 – 32
A – Les réactions des communautés locales face aux investissements miniers.....	28 – 29
B – A qui profitent les investissements miniers ?.....	29 – 31
C – De nouvelles initiatives s’imposent aux compagnies minières.....	31 – 32
Conclusion de la partie I.....	33
PARTIE II: LE CAS DE MADAGASCAR EN TERMES D’IDE.....	34 – 58
CHAPITRE I : TENDANCE DES IDE A MADAGASCAR.....	35 – 45
Section 1 : Politiques adoptées par Madagascar pour attirer les IDE.....	35 – 38
A – A travers la politique économique malgache.....	35 – 37
B – A travers l’intégration régionale.....	37 – 38
Section 2 : Evolution des IDE à Madagascar.....	39 – 45
A – Les IDE de 2002 à 2004.....	39 – 40
B – La répartition des IDE suivant leur pays d’origine.....	40 – 42
C – Analyse des IDE par branche d’activité et les principales branches d’activité.....	42 – 45
CHAPITRE II : L’ESSOR DES INVESTISSEMENTS MINIERES A MADAGASCAR.....	45 – 57
Section 1 : La stratégie de développement minier à Madagascar.....	45 – 48
A – Le code minier.....	46
B – La loi et les textes sur les Grands Investissements Miniers.....	46
C – Qui sont les grands investisseurs miniers ?.....	46 – 48
I1- Le projet QMM.....	47 – 48
I2- Le projet Ambatovy.....	48

Section 2 : les impacts des investissements miniers.....	49 – 54
A – Les impacts positifs	49 – 52
B – Les impacts négatifs des deux projets miniers.....	52 – 54
Section 3 : Pour tirer profit des investissements miniers, que faire ?.....	55 – 57
Conclusion de la partie II.....	58
CONCLUSION.....	59 – 60
Table de matière.....	61 – 63

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

TABLEAUX :

Tableau n°1 : Flux sortants des IDE dans le monde (en %)

Tableau n°2 : flux entrants des IDE (en %)

Tableau n°3 : Evolution de l'indice des prix de vente industriels (par rapport à 2000)

Tableau n°4 : le stock d'investissements étrangers (en milliards de FMG)

Tableau n°5 : répartition par pays du stock d'IDE de 2002 à 2004 (en milliards de FMG)

Tableau n°6 : Répartition du stock d'IDE par branche (en milliards de FMG)

Tableau n°7 : évolution du stock d'IDE par branches d'activités (en milliards d'Ariary)

Tableau n°8 : évolution de la croissance économique en %

GRAPHIQUES :

Graphique n° 1 : Evolution des IDE de 2002 à 2004

Graphique n°2 : évolution des IDE dans la branche « activité extractive » (en milliards d'Ariary)

Graphique n°3 : Evolution de la croissance économique en %.

Auteur : ANDRIANJAFIMANANA Hanitriniaina Aimée

Adresse : Lot II V 24 Bis Besarety Antananarivo 101

Titre : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET
L'INVESTISSEMENT MINIER

Nombre de pages : 63 (de l'introduction jusqu'à la table de matière)

Nombre de tableaux et de graphes : 8 ; 3

Résumé analytique :

Les IDE constituent des sources de revenu et améliorent la balance de paiement des PED. Depuis les années 70, ces IDE se sont orientés vers les investissements miniers. Les PED ont pu, grâce à ces investissements miniers, créer des infrastructures et développer leur économie locale.

Madagascar fait partie des pays qui ont bénéficié des investissements miniers et a vu son PIB et croissance augmenter depuis l'existence de ces deux grands projets miniers (Dynatec et QMM). Mais l'existence de ces investissements miniers a créé des polémiques au niveau du pays et des effets négatifs commencent à se faire sentir. Des recommandations ont été données afin de mieux tirer profit de ces investissements miniers

MOTS CLES : Investissement minier, investissement direct étrangers, commerce international, libre échange, PIB.

Auteur : ANDRIANJAFIMANANA Hanitriniaina Aimée

Adresse : Lot II V 24 Bis Besarety Antananarivo 101

Titre : LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS ET
L'INVESTISSEMENT MINIER

Nombre de pages : 63 (de l'introduction jusqu'à la table de matière)

Nombre de tableaux et de graphes : 8 ; 3

Résumé analytique :

Les IDE constituent des sources de revenu et améliorent la balance de paiement des PED. Depuis les années 70, ces IDE se sont orientés vers les investissements miniers. Les PED ont pu, grâce à ces investissements miniers, créer des infrastructures et développer leur économie locale.

Madagascar fait partie des pays qui ont bénéficié des investissements miniers et a vu son PIB et croissance augmenter depuis l'existence de ces deux grands projets miniers (Dynatec et QMM). Mais l'existence de ces investissements miniers a créé des polémiques au niveau du pays et des effets négatifs commencent à se faire sentir. Des recommandations ont été données afin de mieux tirer profit de ces investissements miniers

MOTS CLES : Investissement minier, investissement direct étrangers, commerce international, libre échange, PIB.